

PONTORSON



Plan Local d'Urbanisme

- **Modification du règlement graphique-risques. Carte 4.3 du PLU**
- **Modification du règlement écrit, articles A2 et N2**

Approbation du Plan Local d'Urbanisme par le conseil communautaire de la Communauté de Communes Avranches-Mont Saint Michel	25 juin 2016
Approbation de la Modification simplifiée n°1 par le bureau délibératif de la Communauté d'agglomération Mont-Saint-Michel – Normandie	30 octobre 2019

VU POUR ÊTRE ANNEXE A LA DÉLIBÉRATION DU BUREAU DÉLIBÉRATIF
DE LA COMMUNAUTÉ D AGGLOMÉRATION MONT SAINT MICHEL-
NORMANDIE DU 30/10/2019 APPROUVANT LA MODIFICATION
SIMPLIFIÉE N°1 DU PLU DE PONTORSON

Constitution du dossier

Notice de Présentation de la modification simplifiée	P 03
Extraits du règlement écrit modifié – articles A2 et N2	P 13
Règlement graphique 4.3 risques en vigueur	P 21
Règlement graphique 4.3 risques modifié	P 22
Arrêté du Président de la Communauté d'agglomération Mont Saint Michel- Normandie en date du 2 août 2019 prescrivant la modification simplifiée 1 du plan local d'urbanisme de la Commune de Pontorson	P 23
Délibération du bureau délibératif de la Communauté d'agglomération Mont Saint Michel- Normandie en date du 28 août 2019 fixant les modalités de la mise à disposition au public	P 25
Bilan de la concertation	P 27
Délibération du bureau délibératif de la Communauté d'agglomération Mont Saint Michel- Normandie en date du 30 octobre 2019 tirant le bilan de la concertation et approuvant la modification simplifiée du PLU de Pontorson	P 37

PROJET DE MODIFICATION SIMPLIFIÉE N° 1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE PONTORSON

Notice de présentation de la modification simplifiée

Cette notice a pour objet de présenter et d'exposer les motifs du projet de modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Pontorson

SOMMAIRE

Préambule

1- Le PLU de PONTORSON

- 1.1 Les procédures d'évolution du PLU
- 1.2 Le choix de la procédure
- 1.3 Le déroulement de la procédure
- 1.4 Le rappel des objectifs du PLU de Pontorson

2- L'exposé des motifs et le contenu de la modification simplifiée du PLU

- 2.1 L'exposé des motifs
- 2.2 Le contenu de la modification simplifiée

Préambule

Compétente au 1^{ER} janvier 2017 en matière d'élaboration de documents d'urbanisme, la Communauté d'Agglomération Mont-Saint-Michel – Normandie, peut engager une procédure de modification d'un document d'urbanisme d'une commune appartenant à l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), conformément à l'article L.153-37 du Code de l'urbanisme.

Par courrier en date du 29 juillet 2019, le Maire de la Commune de Pontorson a sollicité la Communauté d'Agglomération pour effectuer une modification simplifiée du PLU.

Ainsi, par arrêté en date du 2 août 2019 le Président de la Communauté d'Agglomération a prescrit la modification simplifiée n°1 du PLU de Pontorson.

1- Le PLU de Pontorson

1.1 Les procédures d'évolution du PLU

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pontorson a été approuvé le 25 juin 2016 par le conseil communautaire de l'ancienne communauté de communes Avranches-Mont Saint Michel.

Ce PLU n'a fait à ce jour l'objet d'aucune procédure de modification ou de révision.

1.2 choix de la procédure

Conformément à l'article L.153-31 du Code de l'Urbanisme, le plan local d'urbanisme fait l'objet d'une révision lorsqu'il s'agit :

- 1° Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;*
- 2° Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;*
- 3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.*
- 4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.*

Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31 du code de l'urbanisme, le plan local d'urbanisme est modifié lorsqu'il s'agit de modifier le règlement,

les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions (Art.L.153-36 C.urba.)

Le PLU peut faire l'objet d'une procédure de modification simplifiée dans les autres cas que ceux mentionnés à l'article L. 153-41, et dans le cas des majorations des droits à construire prévus à l'article L. 151-28, ou bien lorsque le projet de modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle.

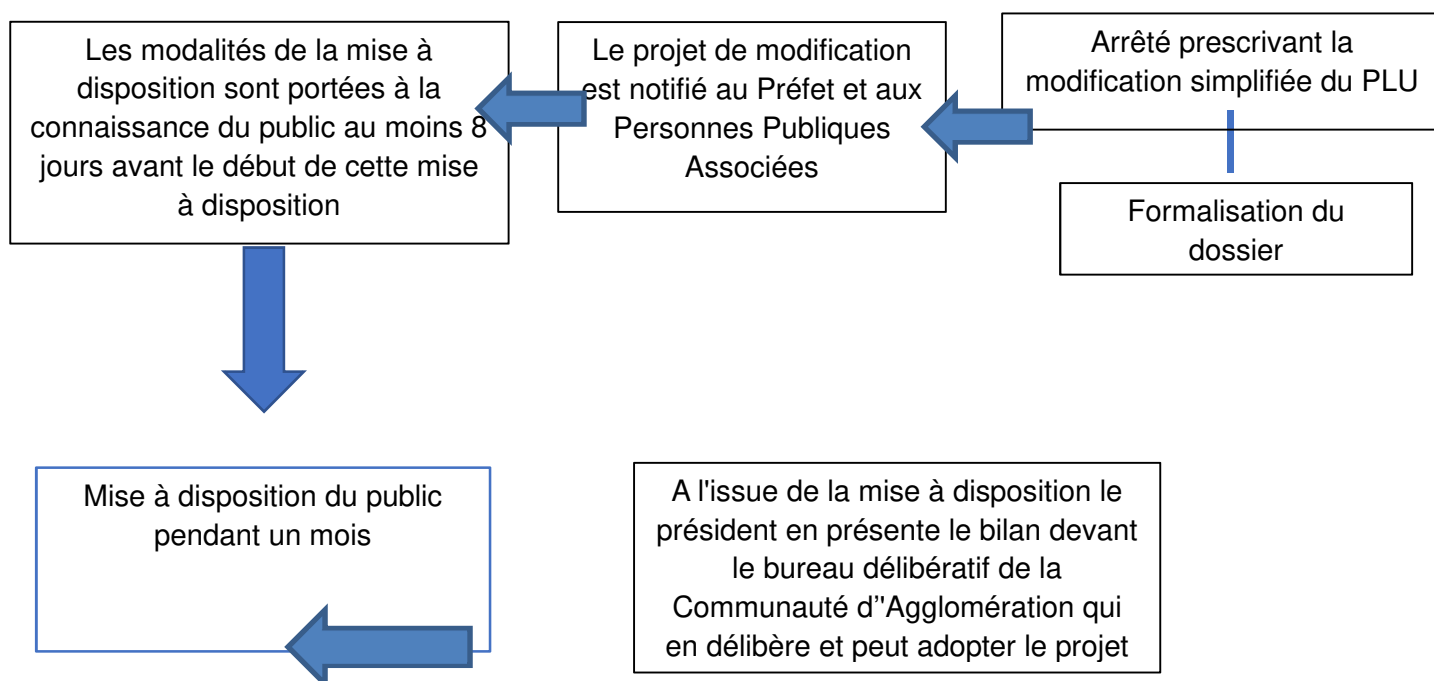
Article L.153-45 du Code de l'urbanisme : « Dans les autres cas que ceux mentionnés à l'article L. 153-41, et dans le cas des majorations des droits à construire prévus à l'article L. 151-28, la modification peut, à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire, être effectuée selon une procédure simplifiée. Il en est de même lorsque le projet de modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle. »

C'est pourquoi, au regard des évolutions envisagées, la procédure de modification simplifiée a été retenue.

Malgré la création de la Commune nouvelle de Pontorson en 2016, cette procédure ne concerne que le territoire de la commune déléguée de Pontorson, couverte par un PLU. Les territoires des anciennes communes de Macey et Vessey ne sont pas régis par ce PLU.

1.3 Le déroulement de la procédure

Cette procédure est conduite en application des articles L.153-45 à L.153-48 du Code de l'urbanisme.



1.4 Le rappel des objectifs du PLU de Pontorson

Le projet d'aménagement et de développement durables du PLU de PONTORSON a retenu les grandes orientations suivantes :

- ✓ Relancer la croissance de la population en affirmant le rôle centre de PONTORSON
- ✓ Promouvoir et développer l'activité touristique et économique
- ✓ Mettre en valeur les paysages urbains et aménager un cadre de vie de qualité
- ✓ Préserver la biodiversité, les paysages naturels et agricoles

2- L'exposé des motifs et le contenu de la modification simplifiée du PLU de Pontorson

2.1 L'exposé des motifs

Le plan local d'urbanisme de Pontorson reprend l'état des risques en vigueur lors de l'approbation du PLU en 2016.

Ces données reposaient sur la cartographie des territoires de la Commune de Pontorson situés sous le niveau marin centennal notifiée par les services de l'Etat en 2013 et actualisées par un nouveau porter-à-connaissance en date du 20 juin 2014 suite aux études du plan de prévention des risques de submersion marine du marais de Dol de Bretagne dans le cadre du TRI baie du Mont Saint Michel.

La diffusion du porter-à-connaissance de 2014 a rapidement fait l'objet de nombreuses interrogations de la part des élus locaux en raison des incohérences constatées entre les deux rives du Couesnon. Sur des secteurs présentant une topographie similaire, le risque était généralement classé de façon significativement supérieure sur la partie normande en comparaison avec la rive bretonne : l'aléa sur le territoire normand étant classé à deux « degrés » d'aléa supérieur en comparaison avec le territoire breton, généralement l'aléa était considéré comme fort alors que sur un territoire équivalent breton il était faible.

Il a été admis par les services de l'Etat que les incohérences identifiées étaient liées pour l'essentiel à des erreurs de prise en compte de la topographie lors de la modélisation dynamique.

Lors de la réunion du 29 avril 2016 entre les services de l'Etat, les élus locaux et les services de la communauté de communes Avranches-Mont Saint Michel il a été établi que ces documents devaient être repris et harmonisés afin que les élus locaux disposent d'une réelle connaissance des risques qui leur permette d'être réactifs face à des situations climatiques extrêmes tout en envisageant sereinement les opportunités de développement du territoire.

Une étude complémentaire a donc été réalisée sur le secteur du département de la Manche concerné par le TRI de la Baie du Mont Saint Michel. Cette étude a permis d'élaborer le nouveau porter-à-connaissance notifié le 8 juin 2017 par M. le sous-préfet d'Avranches à la

communauté d'agglomération Mont Saint Michel Normandie ainsi qu'aux communes concernées.

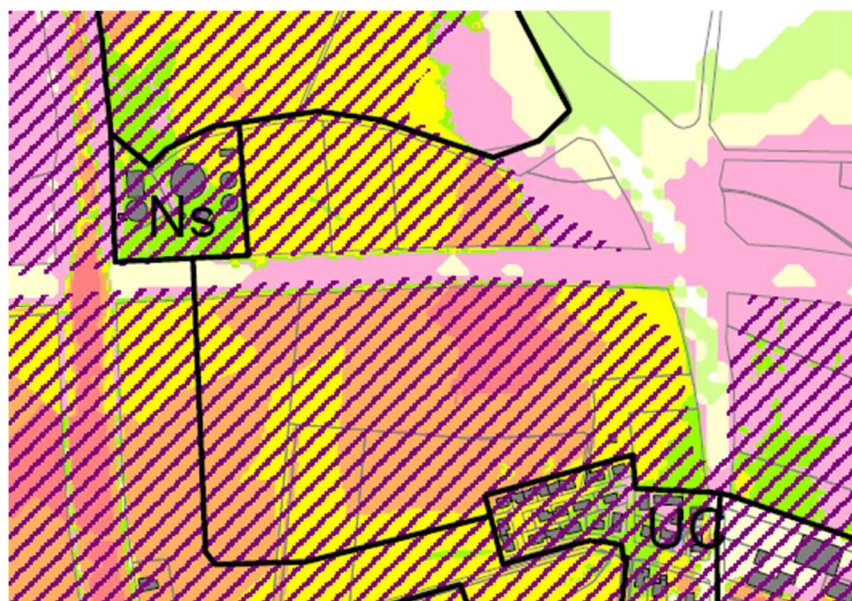
Ces éléments ont été pris en compte dans la procédure d'élaboration du PLUI Avranches-Mont Saint Michel actuellement en cours mais le document d'urbanisme de Pontorson n'a pas été modifié.

Cependant, compte tenu du calendrier d'entrée en vigueur du PLUI, l'absence de prise en compte de l'évolution du risque submersion marine pénalise dès aujourd'hui le développement du territoire de Pontorson.

En effet, plusieurs projets sont aujourd'hui immédiatement bloqués alors que leur réalisation contribuerait au développement de la Commune, dans le cadre des objectifs du projet d'aménagement et de développement durables du PLU de la Commune de Pontorson.

Ainsi un projet de méthanisation, prévu à proximité de la station d'épuration de Pontorson est aujourd'hui compromis par l'absence d'intégration dans le document d'urbanisme en vigueur des éléments relatifs à l'évolution du risque submersion notifiée dès 2017 par les services de l'Etat.

En effet, la cartographie risque du PLU, actuellement en vigueur, classe les parcelles concernées par ce projet en zone à risque moyen à fort, ce qui exclut toute nouvelle construction sur ce secteur.

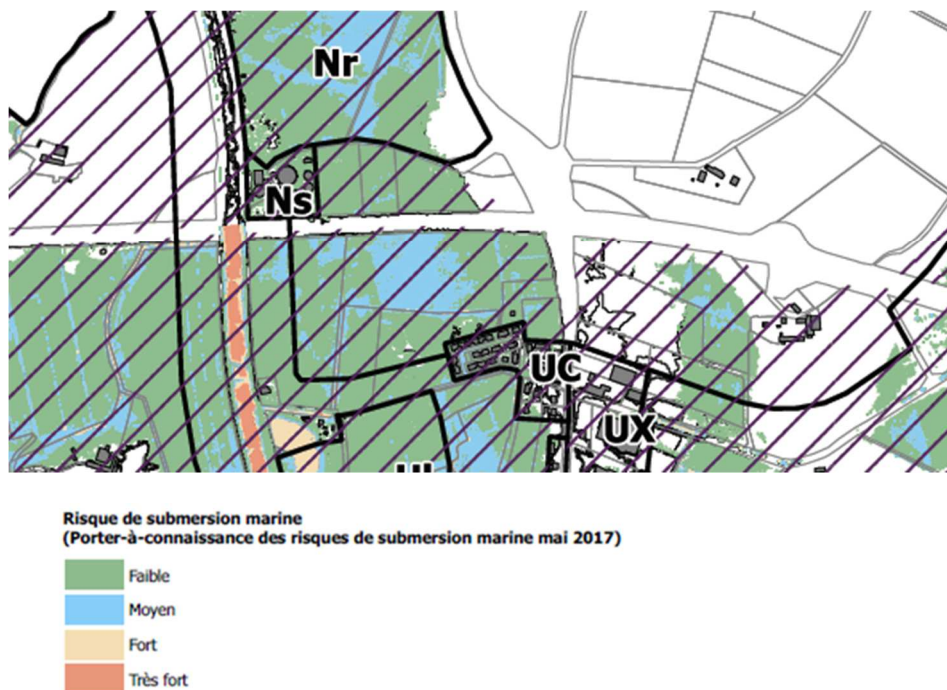


Risque de submersion marine (PPRSM des Marais de Dol)

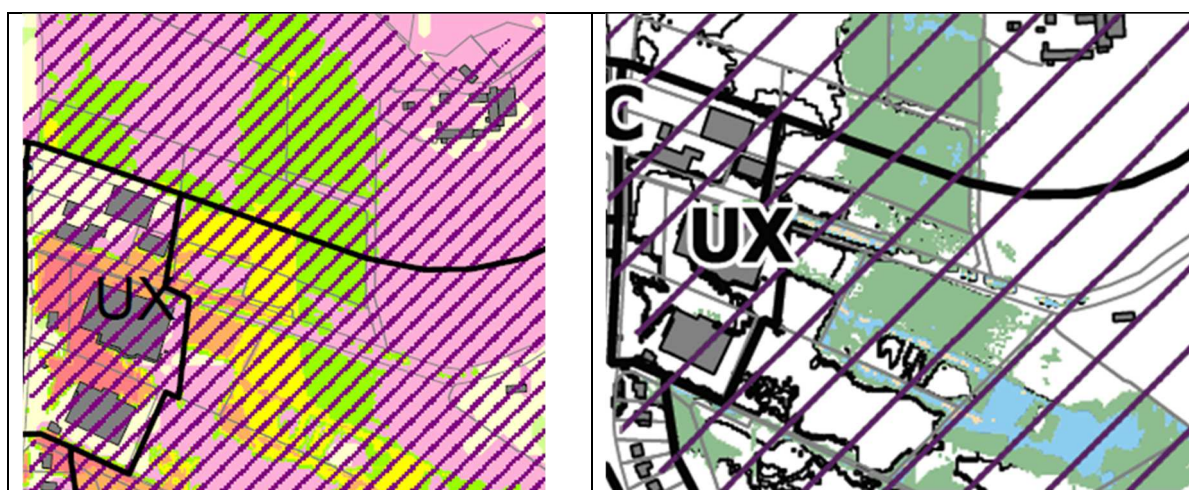
- Faible
- Moyen
- Fort
- Très fort

Alors que le porter-à-connaissance de 2017, aléa centennal avec changement climatique (cas le plus contraignant) classe ces terrains au maximum en aléa faible. Ainsi ce projet

pourrait être possible sous réserve d'une inscription dans le document d'urbanisme des données de 2017 concernant le risque de submersion marine.

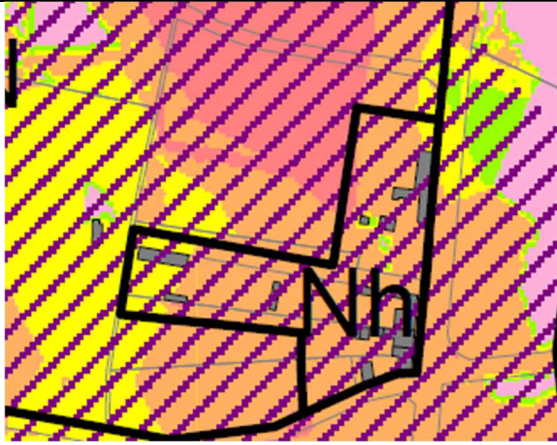
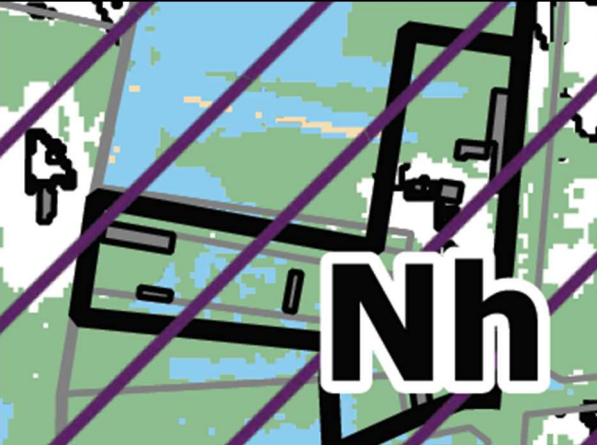


De même l'extension d'une station de lavage route du Mont Saint Michel ne peut être conduite à terme car le terrain est considéré au PLU en aléa fort pour le risque submersions marines, alors que dans la cartographie du porter- à-connaissance de 2017 il est en aléa faible, classement qui n'empêcherait pas le projet de se réaliser.



PLU de Pontorson actuellement en vigueur	Risque de submersion marine (Porter-à-connaissance des risques de submersion marine mai 2017)
Risque de submersion marine (PPRSM des Marais de Dol) Faible Moyen Fort Très fort	Faible Moyen Fort Très fort

La réhabilitation de l'ancienne gare de Moidrey pour la transformer en gîte et contribuer au développement d'un accueil touristique de qualité est aujourd'hui impossible : le secteur étant classé en zone d'aléa fort pour le risque de submersions marines alors que les études ayant permis d'aboutir au porter-à-connaissance de 2017 considèrent que le risque est d'aléa faible.

	
PLU de Pontorson actuellement en vigueur Risque de submersion marine (PPRSM des Marais de Dol) Faible Moyen Fort Très fort	Risque de submersion marine (Porter-à-connaissance des risques de submersion marine mai 2017) Faible Moyen Fort Très fort

D'autre part, la présente procédure implique une modification du règlement écrit. Elle porte sur le paragraphe relatif aux submersions marines des articles A2 et N2.

L'objectif est de reprendre dans ces articles la doctrine d'application du risque submersion marine figurant dans le porter-à-connaissance de 2017 et de supprimer, dans ces deux articles, la phrase du PLU actuellement en vigueur qui n'est pas mentionnée dans la doctrine d'application, à savoir : *Seules les extensions pourront être admises sous conditions, en dehors des espaces urbanisés* ». Si cette mention peut avoir du sens dans les zones U, elle ne saurait en avoir en zones N et A qui par définition n'ont pas de zones urbanisées.

2.2 Le contenu de la modification simplifiée

La modification simplifiée n°1 du PLU concerne :

➤ **le règlement graphique-risques (plan 4.3) du PLU de PONTORSON.**

Le règlement graphique 4.3 du PLU de la Commune de Pontorson tel qu'il a été approuvé par la Communauté de Communes Avranches Mont Saint Michel en 2016 est remplacé par le règlement graphique joint à la présente notice. Les corrections ont porté sur la couche relative au risque de submersion marine qui a été modifié, les autres éléments restent inchangés par rapport aux documents d'approbation du PLU. Les données de 2017 présentant les différents niveaux de l'aléa de submersion marine ont bien été intégrées au PLU et ainsi rendues plus clairement opposables aux tiers.

➤ **le règlement écrit du PLU de PONTORSON : articles A2 et N2**

Le règlement écrit est modifié lorsqu'il est fait référence aux prescriptions à appliquer en cas d'aléa submersion marine afin que ces prescriptions soient identiques à celles figurant dans le porter-à-connaissance de 2017. Concrètement la dernière phrase du paragraphe relatif aux submersions marines dans les articles A2 et N2 concernés est supprimée, l'ensemble des autres dispositions reste inchangé afin de reprendre scrupuleusement la doctrine mentionnée dans le porter à connaissance des services de l'Etat de 2017. En effet, si cette phrase peut faire sens dans les zones U, elle est sans fondement dans les zones N et A. Elle est en contradiction, du fait de l'absence de secteurs urbanisés dans ces zones avec la phrase précédente des articles A2 et N2 qui dispose qu'en zone d'aléa faible : *Toutes les constructions et aménagements pourront être autorisés avec des recommandations.*

Le paragraphe relatif aux submersions marines des articles A2 et N2 serait rédigé ainsi :

« Dans les zones soumises aux risques de submersions marines reportées au plan 4.3 et dans la limite de ce qui est autorisé dans la zone, les dispositions ci-dessous s'appliquent :

Dans la zone d'aléa très fort :

Les constructions nouvelles sont interdites

Les extensions ne pourront être autorisées que pour les seuls travaux participant à une réduction de vulnérabilité (par création d'un espace refuge à surface limitée)

Dans la zone d'aléa fort :

Les constructions nouvelles sont interdites

Les extensions de constructions existantes pourront être admises, sans création de sous-sol, et avec création d'un niveau refuge.

Dans la zone d'aléa moyen :

Les constructions nouvelles ne sont admises, sous conditions, que dans les espaces urbanisés (absence de sous-sol, et avec création d'un niveau refuge)

Seules les extensions pourront être admises sous conditions, en dehors des espaces urbanisés

Dans la zone d'aléa faible :

Toutes les constructions et aménagements pourront être autorisés avec des recommandations

~~*Seules les extensions pourront être admises sous conditions, en dehors des espaces urbanisés →*~~

Règlement actuel	Proposition de modification
<p>ARTICLE A2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES</p> <p>Sont autorisés dans le respect du Code de l'Urbanisme en dehors des espaces proches du rivage :</p> <p>Les constructions à usage d'habitation si la présence permanente de l'agriculteur est indispensable au bon fonctionnement de l'activité agricole</p> <p>Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole</p> <p>L'extension des constructions existantes nécessaires à l'activité agricole</p> <p>Les reconstructions à l'identique après sinistre</p> <p>Les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.</p> <p>Le changement de destination des bâtiments existants faisant preuve d'une architecture de qualité et correspondant au type architectural traditionnel du pays de la Baie sous réserve de ne pas compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site et de l'avis conforme de la commission départementale compétente.</p> <p>L'extension mesurée des bâtiments d'habitation sous réserve de ne pas compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.</p> <p>Les pratiques de valorisation de la tangue liées au rétablissement du caractère maritime du Mont Saint Michel</p> <p><u>En secteur As</u>, dans les espaces proches du rivage et en dehors de la bande littorale des 100 mètres, sont uniquement autorisées :</p> <p>Les mises aux normes des bâtiments agricoles existants sans augmentation des effluents d'origine animale</p>	<p>ARTICLE A2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES</p> <p>Sont autorisés dans le respect du Code de l'Urbanisme en dehors des espaces proches du rivage :</p> <p>Les constructions à usage d'habitation si la présence permanente de l'agriculteur est indispensable au bon fonctionnement de l'activité agricole</p> <p>Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole</p> <p>L'extension des constructions existantes nécessaires à l'activité agricole</p> <p>Les reconstructions à l'identique après sinistre</p> <p>Les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.</p> <p>Le changement de destination des bâtiments existants faisant preuve d'une architecture de qualité et correspondant au type architectural traditionnel du pays de la Baie sous réserve de ne pas compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site et de l'avis conforme de la commission départementale compétente.</p> <p>L'extension mesurée des bâtiments d'habitation sous réserve de ne pas compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.</p> <p>Les pratiques de valorisation de la tangue liées au rétablissement du caractère maritime du Mont Saint Michel</p> <p><u>En secteur As</u>, dans les espaces proches du rivage et en dehors de la bande littorale des 100 mètres, sont uniquement autorisées :</p> <p>Les mises aux normes des bâtiments agricoles existants sans augmentation des effluents d'origine animale</p> <p>Les extensions mesurées et accolées des constructions existantes nécessaires à l'activité agricole</p>

<p>Les extensions mesurées et accolées des constructions existantes nécessaires à l'activité agricole</p> <p>Les pratiques de valorisation de la tangue liées au rétablissement du caractère maritime du Mont Saint Michel</p> <p>Le changement de destination des bâtiments existants faisant preuve d'une architecture de qualité et correspondant au type architectural traditionnel du pays de la Baie sous réserve de ne pas compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site et de l'avis conforme de la commission départementale compétente. L'extension mesurée des bâtiments d'habitation sous réserve de ne pas compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.</p> <p><u>Dans les zones soumises aux risques de submersions marines</u> reportées au plan 4.3 et dans la limite de ce qui est autorisé dans la zone, les dispositions ci-dessous s'appliquent : Dans la zone d'aléa très fort :</p> <p>Les constructions nouvelles sont interdites</p> <p>Les extensions ne pourront être autorisées que pour les seuls travaux participant à une réduction de vulnérabilité (par création d'un espace refuge à surface limitée)</p> <p>Dans la zone d'aléa fort :</p> <p>1 Les constructions nouvelles sont interdites</p> <p>2 Les extensions de constructions existantes pourront être admises, sans création de sous-sol, et avec création d'un niveau refuge.</p> <p>Dans la zone d'aléa moyen :</p> <p>1 Les constructions nouvelles ne sont admises, sous conditions, que dans les espaces urbanisés (absence de sous-sol, et avec création d'un niveau refuge)</p> <p>2 Seules les extensions pourront être admises sous conditions, en dehors des espaces urbanisés</p> <p>Dans la zone d'aléa faible :</p> <p>Toutes les constructions et aménagements pourront être autorisés avec des recommandations</p> <p>Seules les extensions pourront être admises sous conditions, en dehors des espaces urbanisés</p>	<p>Les pratiques de valorisation de la tangue liées au rétablissement du caractère maritime du Mont Saint Michel</p> <p>Le changement de destination des bâtiments existants faisant preuve d'une architecture de qualité et correspondant au type architectural traditionnel du pays de la Baie sous réserve de ne pas compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site et de l'avis conforme de la commission départementale compétente.</p> <p>L'extension mesurée des bâtiments d'habitation sous réserve de ne pas compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.</p> <p><u>Dans les zones soumises aux risques de submersions marines</u> reportées au plan 4.3 et dans la limite de ce qui est autorisé dans la zone, les dispositions ci-dessous s'appliquent :</p> <p>Dans la zone d'aléa très fort :</p> <p>Les constructions nouvelles sont interdites</p> <p>Les extensions ne pourront être autorisées que pour les seuls travaux participant à une réduction de vulnérabilité (par création d'un espace refuge à surface limitée)</p> <p>Dans la zone d'aléa fort :</p> <p>1 Les constructions nouvelles sont interdites</p> <p>2 Les extensions de constructions existantes pourront être admises, sans création de sous-sol, et avec création d'un niveau refuge.</p> <p>Dans la zone d'aléa moyen :</p> <p>1 Les constructions nouvelles ne sont admises, sous conditions, que dans les espaces urbanisés (absence de sous-sol, et avec création d'un niveau refuge)</p> <p>2 Seules les extensions pourront être admises sous conditions, en dehors des espaces urbanisés</p> <p>Dans la zone d'aléa faible :</p> <p>Toutes les constructions et aménagements pourront être autorisés avec des recommandations</p> <p>Seules les extensions pourront être admises sous conditions, en dehors des espaces urbanisés</p>
---	--

<p>Dans les secteurs soumis à un risque inondable par débordement des cours d'eau reportés sur le plan graphique 4.3 sont admis et dans la limite de ce qui est autorisé dans la zone :</p> <p>Les constructions nouvelles et l'extension des constructions existantes, sous conditions (absence de sous-sol, avec création d'un niveau refuge, protection des équipements techniques et réseaux...)</p> <p>les travaux nécessaires à la mise aux normes des bâtiments existants et à leur protection face au risque d'inondation</p>	<p>Dans les secteurs soumis à un risque inondable par débordement des cours d'eau reportés sur le plan graphique 4.3 sont admis et dans la limite de ce qui est autorisé dans la zone :</p> <p>Les constructions nouvelles et l'extension des constructions existantes, sous conditions (absence de sous-sol, avec création d'un niveau refuge, protection des équipements techniques et réseaux...)</p> <p>les travaux nécessaires à la mise aux normes des bâtiments existants et à leur protection face au risque d'inondation</p>
<p>ARTICLE N2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES</p> <p>Dans l'ensemble de la zone N, sont autorisés sous réserve qu'ils ne portent pas atteinte à la qualité des paysages et du site :</p> <p>Les opérations de remise en état du milieu naturel</p> <p>Les aménagements destinés à favoriser la protection ou la conservation des espaces et milieux naturels</p> <p>Les opérations d'entretien des berges et du Couesnon Les ouvrages, aménagements et équipements publics liés au rétablissement du caractère maritime du Mont Saint Michel ainsi que leur entretien</p> <p>Les pratiques de valorisation de la tangue liées au rétablissement du caractère maritime du Mont Saint Michel</p> <p>De plus, en secteur Ne, sont autorisés :</p> <p>Les équipements publics et d'intérêt collectif</p> <p>De plus, sont autorisés, dans le respect du Code de l'Urbanisme, en dehors de la bande littorale des 100 mètres et à l'exception des secteurs Nr, Nrb, Nrdpm et Nrm :</p> <p>Le changement de destination des bâtiments existants faisant preuve d'une architecture de qualité et correspondant au type architectural traditionnel du pays de la Baie sous réserve de ne pas compromettre l'activité agricole ou la qualité</p>	<p>ARTICLE N2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES</p> <p>Dans l'ensemble de la zone N, sont autorisés sous réserve qu'ils ne portent pas atteinte à la qualité des paysages et du site :</p> <p>Les opérations de remise en état du milieu naturel</p> <p>Les aménagements destinés à favoriser la protection ou la conservation des espaces et milieux naturels</p> <p>Les opérations d'entretien des berges et du Couesnon Les ouvrages, aménagements et équipements publics liés au rétablissement du caractère maritime du Mont Saint Michel ainsi que leur entretien</p> <p>Les pratiques de valorisation de la tangue liées au rétablissement du caractère maritime du Mont Saint Michel</p> <p>De plus, en secteur Ne, sont autorisés :</p> <p>Les équipements publics et d'intérêt collectif</p> <p>De plus, sont autorisés, dans le respect du Code de l'Urbanisme, en dehors de la bande littorale des 100 mètres et à l'exception des secteurs Nr, Nrb, Nrdpm et Nrm :</p> <p>Le changement de destination des bâtiments existants faisant preuve d'une architecture de qualité et correspondant au type architectural traditionnel du pays de la Baie sous réserve de ne pas compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site et de</p>

<p>paysagère du site et de l'avis conforme de la commission départementale compétente. L'extension mesurée des bâtiments d'habitation sous réserve de ne pas compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.</p> <p>Les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricoles, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.</p> <p>La reconstruction à l'identique des bâtiments après sinistre</p> <p>Les chemins piétonniers, les aires de stationnement et le mobilier urbain destinés à l'accueil ou à l'information lorsqu'ils sont nécessaires à la gestion et à l'ouverture au public de ces espaces ou milieux</p> <p>En secteur Nh, sont également autorisés sous réserve qu'ils ne portent pas atteinte à l'activité agricole et la qualité des paysages et du site : L'aménagement, l'agrandissement et le changement de destination des constructions existantes sous réserve de respecter l'aspect volumétrique et architectural préexistant ;</p> <p>Les annexes de taille mesurée contiguës des habitations existantes ; De plus, en secteur Nhp, sont autorisés sous réserve de ne pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et la qualité paysagère du site:</p> <p>L'extension des constructions et installations existantes liées à l'activité équestre De plus, en secteur NI, sont autorisés sous condition de ne pas aggraver l'aléa lié aux risques inondables inventoriés et de ne pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et la qualité paysagère du site:</p> <p>Le camping, caravanning</p> <p>Les chemins piétonniers, les aires de stationnement et le mobilier urbain destinés à l'accueil ou à l'information liés à l'activité autorisée dans la zone</p>	<p>l'avis conforme de la commission départementale compétente. L'extension mesurée des bâtiments d'habitation sous réserve de ne pas compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.</p> <p>Les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricoles, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.</p> <p>La reconstruction à l'identique des bâtiments après sinistre</p> <p>Les chemins piétonniers, les aires de stationnement et le mobilier urbain destinés à l'accueil ou à l'information lorsqu'ils sont nécessaires à la gestion et à l'ouverture au public de ces espaces ou milieux</p> <p>En secteur Nh, sont également autorisés sous réserve qu'ils ne portent pas atteinte à l'activité agricole et la qualité des paysages et du site : L'aménagement, l'agrandissement et le changement de destination des constructions existantes sous réserve de respecter l'aspect volumétrique et architectural préexistant ;</p> <p>Les annexes de taille mesurée contiguës des habitations existantes ; De plus, en secteur Nhp, sont autorisés sous réserve de ne pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et la qualité paysagère du site: L'extension des constructions et installations existantes liées à l'activité équestre</p> <p>De plus, en secteur NI, sont autorisés sous condition de ne pas aggraver l'aléa lié aux risques inondables inventoriés et de ne pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et la qualité paysagère du site:</p> <p>Le camping, caravanning</p> <p>Les chemins piétonniers, les aires de stationnement et le mobilier urbain destinés à l'accueil ou à l'information liés à l'activité autorisée dans la zone</p>
---	---

<p>En secteur Nls, sont uniquement autorisés sous réserve de ne pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et la qualité paysagère du site :</p> <p>Le camping dédié à l'activité de scoutisme</p> <p>Les chemins piétonniers, les aires de stationnement et le mobilier urbain destinés à l'accueil ou à l'information liés à l'activité autorisée dans la zone</p> <p>En secteur Nlc, sont uniquement autorisés sous réserve de ne pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et la qualité paysagère du site :</p> <p>Le stationnement des campings cars</p> <p>Les aires de stationnement, les ouvrages techniques et le mobilier urbain destinés à l'accueil ou à l'information liés à l'activité autorisée dans la zone</p> <p>En secteur Nr, sont uniquement autorisés et sous réserve que leur localisation et leur aspect ne dénaturent pas le caractère des sites, ne compromettent pas leur qualité architecturale et paysagère et ne portent pas atteinte à la préservation des milieux :</p> <p>des aménagements légers lorsqu'ils sont nécessaires à la gestion des milieux, à leur mise en valeur notamment économique ou, le cas échéant, à leur ouverture au public.</p> <p>Les aires de stationnement indispensables à la maîtrise de la fréquentation automobile et à la prévention de la dégradation de ces espaces par la résorption du stationnement irrégulier, sans qu'il en résulte un accroissement des capacités effectives de stationnement, à condition que ces aires ne soient ni cimentées ni bitumées et qu'aucune autre implantation ne soit possible ;</p> <p>En secteur Nrdpm, sont uniquement autorisés et sous réserve que leur localisation et leur aspect ne dénaturent pas le caractère des sites, ne compromettent pas leur qualité architecturale et</p>	<p>En secteur Nls, sont uniquement autorisés sous réserve de ne pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et la qualité paysagère du site :</p> <p>Le camping dédié à l'activité de scoutisme</p> <p>Les chemins piétonniers, les aires de stationnement et le mobilier urbain destinés à l'accueil ou à l'information liés à l'activité autorisée dans la zone</p> <p>En secteur Nlc, sont uniquement autorisés sous réserve de ne pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et la qualité paysagère du site :</p> <p>Le stationnement des campings cars</p> <p>Les aires de stationnement, les ouvrages techniques et le mobilier urbain destinés à l'accueil ou à l'information liés à l'activité autorisée dans la zone</p> <p>En secteur Nr, sont uniquement autorisés et sous réserve que leur localisation et leur aspect ne dénaturent pas le caractère des sites, ne compromettent pas leur qualité architecturale et paysagère et ne portent pas atteinte à la préservation des milieux :</p> <p>des aménagements légers lorsqu'ils sont nécessaires à la gestion des milieux, à leur mise en valeur notamment économique ou, le cas échéant, à leur ouverture au public.</p> <p>Les aires de stationnement indispensables à la maîtrise de la fréquentation automobile et à la prévention de la dégradation de ces espaces par la résorption du stationnement irrégulier, sans qu'il en résulte un accroissement des capacités effectives de stationnement, à condition que ces aires ne soient ni cimentées ni bitumées et qu'aucune autre implantation ne soit possible ;</p> <p>En secteur Nrdpm, sont uniquement autorisés et sous réserve que leur localisation et leur aspect ne dénaturent pas le caractère des sites, ne compromettent pas leur qualité architecturale et paysagère et ne portent pas atteinte à la préservation des milieux :</p>
--	---

<p>paysagère et ne portent pas atteinte à la préservation des milieux :</p> <p>des aménagements légers lorsqu'ils sont nécessaires à la gestion des milieux, à leur mise en valeur notamment économique ou, le cas échéant, à leur ouverture au public.</p> <p>En secteur Nrb, sont uniquement autorisés sous réserve que leur localisation et leur aspect ne dénaturent pas le caractère des sites, ne compromettent pas leur qualité architecturale et paysagère et ne portent pas atteinte à la préservation des milieux :</p> <p>des aménagements légers lorsqu'ils sont nécessaires à la gestion des milieux, à leur mise en valeur notamment économique ou, le cas échéant, à leur ouverture au public.</p> <p>Les aires de stationnement indispensables à la maîtrise de la fréquentation automobile et à la prévention de la dégradation de ces espaces par la résorption du stationnement irrégulier, sans qu'il en résulte un accroissement des capacités effectives de stationnement, à condition que ces aires ne soient ni cimentées ni bitumées et qu'aucune autre implantation ne soit possible ;</p> <p>A l'exclusion de toute forme d'hébergement et à condition qu'ils soient en harmonie avec le site et les constructions existantes, pour l'activité d'élevage d'ovins de prés salés, les constructions et aménagements exigeant la proximité immédiate de l'eau liés aux activités traditionnellement implantées dans ces zones, à condition que leur localisation et leur aspect ne dénaturent pas le caractère des sites, ne compromettent pas leur qualité architecturale et paysagère et ne portent pas atteinte à la préservation des milieux, et que leur localisation soit rendue indispensable par des nécessités techniques ; ces aménagements doivent être conçus de manière à permettre un retour du site à l'état naturel.</p> <p>En secteur Nrm, sont uniquement autorisés sous réserve que leur localisation et leur aspect ne dénaturent pas le caractère des sites, ne</p>	<p>des aménagements légers lorsqu'ils sont nécessaires à la gestion des milieux, à leur mise en valeur notamment économique ou, le cas échéant, à leur ouverture au public.</p> <p>En secteur Nrb, sont uniquement autorisés sous réserve que leur localisation et leur aspect ne dénaturent pas le caractère des sites, ne compromettent pas leur qualité architecturale et paysagère et ne portent pas atteinte à la préservation des milieux :</p> <p>des aménagements légers lorsqu'ils sont nécessaires à la gestion des milieux, à leur mise en valeur notamment économique ou, le cas échéant, à leur ouverture au public.</p> <p>Les aires de stationnement indispensables à la maîtrise de la fréquentation automobile et à la prévention de la dégradation de ces espaces par la résorption du stationnement irrégulier, sans qu'il en résulte un accroissement des capacités effectives de stationnement, à condition que ces aires ne soient ni cimentées ni bitumées et qu'aucune autre implantation ne soit possible ;</p> <p>A l'exclusion de toute forme d'hébergement et à condition qu'ils soient en harmonie avec le site et les constructions existantes, pour l'activité d'élevage d'ovins de prés salés, les constructions et aménagements exigeant la proximité immédiate de l'eau liés aux activités traditionnellement implantées dans ces zones, à condition que leur localisation et leur aspect ne dénaturent pas le caractère des sites, ne compromettent pas leur qualité architecturale et paysagère et ne portent pas atteinte à la préservation des milieux, et que leur localisation soit rendue indispensable par des nécessités techniques ; ces aménagements doivent être conçus de manière à permettre un retour du site à l'état naturel.</p> <p>En secteur Nrm, sont uniquement autorisés sous réserve que leur localisation et leur aspect ne dénaturent pas le caractère des sites, ne compromettent pas leur qualité architecturale et paysagère et ne portent pas atteinte à la préservation des milieux :</p>
--	--

<p>compromettent pas leur qualité architecturale et paysagère et ne portent pas atteinte à la préservation des milieux :</p> <p>des aménagements légers lorsqu'ils sont nécessaires à la gestion des milieux, à leur mise en valeur notamment économique ou, le cas échéant, à leur ouverture au public.</p> <p>Les aires de stationnement indispensables à la maîtrise de la fréquentation automobile et à la prévention de la dégradation de ces espaces par la résorption du stationnement irrégulier, sans qu'il en résulte un accroissement des capacités effectives de stationnement, à condition que ces aires ne soient ni cimentées ni bitumées et qu'aucune autre implantation ne soit possible ;</p> <p>Les travaux d'aménagement de l'Anse de Moidrey liés au rétablissement du caractère maritime du Mont St Michel</p> <p>Les constructions et installations et notamment les ICPE (exploitation de carrières et station de transit de produits minéraux solides) liées aux aménagements réalisés dans le cadre du rétablissement du caractère maritime du Mont St Michel et nécessaires à l'entretien de ceux-ci.</p> <p>Les pratiques de valorisation de la tangue liées au rétablissement du caractère maritime du Mont Saint Michel</p> <p>En secteur Ns, sont uniquement autorisés sous réserve leur aspect ne dénaturent pas le caractère des sites, ne compromettent pas leur qualité architecturale et paysagère et ne portent pas atteinte à la préservation des milieux, l'extension et la mise aux normes des installations existantes sous réserve des dispositions du Code de l'Urbanisme.</p> <p>En secteur inondable identifié sur le plan4.3 et dans la limite de ce qui est admis dans la zone, sont uniquement autorisés :</p> <p>L'extension mesurée des constructions existantes et sous réserve d'aménagement afin de protéger les équipements techniques tels que chaudière ; réseau divers notamment électrique et circulation des fluides.</p>	<p>des aménagements légers lorsqu'ils sont nécessaires à la gestion des milieux, à leur mise en valeur notamment économique ou, le cas échéant, à leur ouverture au public.</p> <p>Les aires de stationnement indispensables à la maîtrise de la fréquentation automobile et à la prévention de la dégradation de ces espaces par la résorption du stationnement irrégulier, sans qu'il en résulte un accroissement des capacités effectives de stationnement, à condition que ces aires ne soient ni cimentées ni bitumées et qu'aucune autre implantation ne soit possible ;</p> <p>Les travaux d'aménagement de l'Anse de Moidrey liés au rétablissement du caractère maritime du Mont St Michel</p> <p>Les constructions et installations et notamment les ICPE (exploitation de carrières et station de transit de produits minéraux solides) liées aux aménagements réalisés dans le cadre du rétablissement du caractère maritime du Mont St Michel et nécessaires à l'entretien de ceux-ci.</p> <p>Les pratiques de valorisation de la tangue liées au rétablissement du caractère maritime du Mont Saint Michel</p> <p>En secteur Ns, sont uniquement autorisés sous réserve leur aspect ne dénaturent pas le caractère des sites, ne compromettent pas leur qualité architecturale et paysagère et ne portent pas atteinte à la préservation des milieux, l'extension et la mise aux normes des installations existantes sous réserve des dispositions du Code de l'Urbanisme En secteur inondable identifié sur le plan4.3 et dans la limite de ce qui est admis dans la zone, sont uniquement autorisés :</p> <p>L'extension mesurée des constructions existantes et sous réserve d'aménagement afin de protéger les équipements techniques tels que chaudière ; réseau divers notamment électrique et circulation des fluides.</p> <p>les travaux nécessaires à la mise aux normes des bâtiments existants et à leur protection face au risque d'inondation</p> <p>les constructions et installations techniques nécessaires au fonctionnement des services publics et qui ne sauraient être implantées dans d'autres lieux.</p>
--	---

<p>les travaux nécessaires à la mise aux normes des bâtiments existants et à leur protection face au risque d'inondation</p> <p>les constructions et installations techniques nécessaires au fonctionnement des services publics et qui ne sauraient être implantées dans d'autres lieux.</p> <p>Dans les zones soumises aux risques de submersions marines reportées au plan 4.3 et dans la limite de ce qui est autorisé dans la zone, les dispositions ci-dessous s'appliquent :</p> <p>Dans la zone d'aléa très fort :</p> <p>Les constructions nouvelles sont interdites</p> <p>Les extensions ne pourront être autorisées que pour les seuls travaux participant à une réduction de vulnérabilité (par création d'un espace refuge à surface limitée)</p> <p>Dans la zone d'aléa fort :</p> <p>Les constructions nouvelles sont interdites</p> <p>Les extensions de constructions existantes pourront être admises, sans création de sous-sol, et avec création d'un niveau refuge.</p> <p>Dans la zone d'aléa moyen :</p> <p>Les constructions nouvelles ne sont admises, sous conditions, que dans les espaces urbanisés (absence de sous-sol, et avec création d'un niveau refuge)</p> <p>Seules les extensions pourront être admises sous conditions, en dehors des espaces urbanisés</p> <p>Dans la zone d'aléa faible :</p> <p>Toutes les constructions et aménagements pourront être autorisés avec des recommandations</p> <p>Seules les extensions pourront être admises sous conditions, en dehors des espaces urbanisés</p>	<p>Dans les zones soumises aux risques de submersions marines reportées au plan 4.3 et dans la limite de ce qui est autorisé dans la zone, les dispositions ci-dessous s'appliquent :</p> <p>Dans la zone d'aléa très fort :</p> <p>Les constructions nouvelles sont interdites</p> <p>Les extensions ne pourront être autorisées que pour les seuls travaux participant à une réduction de vulnérabilité (par création d'un espace refuge à surface limitée)</p> <p>Dans la zone d'aléa fort :</p> <p>Les constructions nouvelles sont interdites</p> <p>Les extensions de constructions existantes pourront être admises, sans création de sous-sol, et avec création d'un niveau refuge.</p> <p>Dans la zone d'aléa moyen :</p> <p>Les constructions nouvelles ne sont admises, sous conditions, que dans les espaces urbanisés (absence de sous-sol, et avec création d'un niveau refuge)</p> <p>Seules les extensions pourront être admises sous conditions, en dehors des espaces urbanisés</p> <p>Dans la zone d'aléa faible :</p> <p>Toutes les constructions et aménagements pourront être autorisés avec des recommandations</p> <p>Seules les extensions pourront être admises sous conditions, en dehors des espaces urbanisés</p>
--	---

Règlement graphique « risques » en vigueur,
annexé à la délibération communautaire en date du 25 juin 2016

Département de la Manche (50)

Commune de

PONTORSON

Vue d'ensemble

PLAN LOCAL D'URBANISME

Vu pour être annexé à la délibération en date du : 25 juin 2016

Vu pour être annexé à la délibération

**Pour le Président,
Le Vice-Président,
Erick GOUPIE**

REGLEMENT GRAPHIQUE RISQUES

SOLIHA 1/10000 4.3
SOLIDAIRES POUR L'HABITAT

Zones urbaines

UA	Zone urbaine représentant le centre ancien de Pontorson
UB	Zone urbaine représentant les faubourgs de Pontorson et le bourg de Boucey
UBa	Zone urbaine représentant les bourgs d'Ardevon, Comeray, Curey, Les Pas et Moidrey
Uc	Zone urbaine caractérisant les extensions
Uh	Zone urbaine caractérisant le centre hospitalier
Ui	Zone urbaine réservée au camping de Pontorson
Um	Zone urbaine qualifiant le secteur de la Caserne
UX	Zone urbaine qualifiant les zones d'activités

Zones à urbaniser

1AU	Zone à urbaniser équipée ou insuffisamment équipée
-----	--

Zones agricoles

A	Zone agricole
As	Zone agricole inconstructible

Zones naturelles ou forestières

N	Zone naturelle ou forestière
Nr	Secteur réservé aux équipements publics d'intérêt collectif
Nh	Secteur naturel bâti admettant l'extension de l'activité existante
Nhp	Secteur identifiant l'hippodrome et le centre équestre
Ni	Secteur réservé aux zones de loisirs (secteur Nic : aire de camping car - Nis : réserve au scoutisme)
Nr	Espaces remarquables (secteur Nr dpm : espaces remarquables sur le dpm)
Nrb	Espaces remarquables permettant les bergeries
Nnm	Espaces remarquables autorisant les aménagements liés au rétablissement du caractère maritime du Mont
Ns	Secteurs identifiant les stations d'épuration

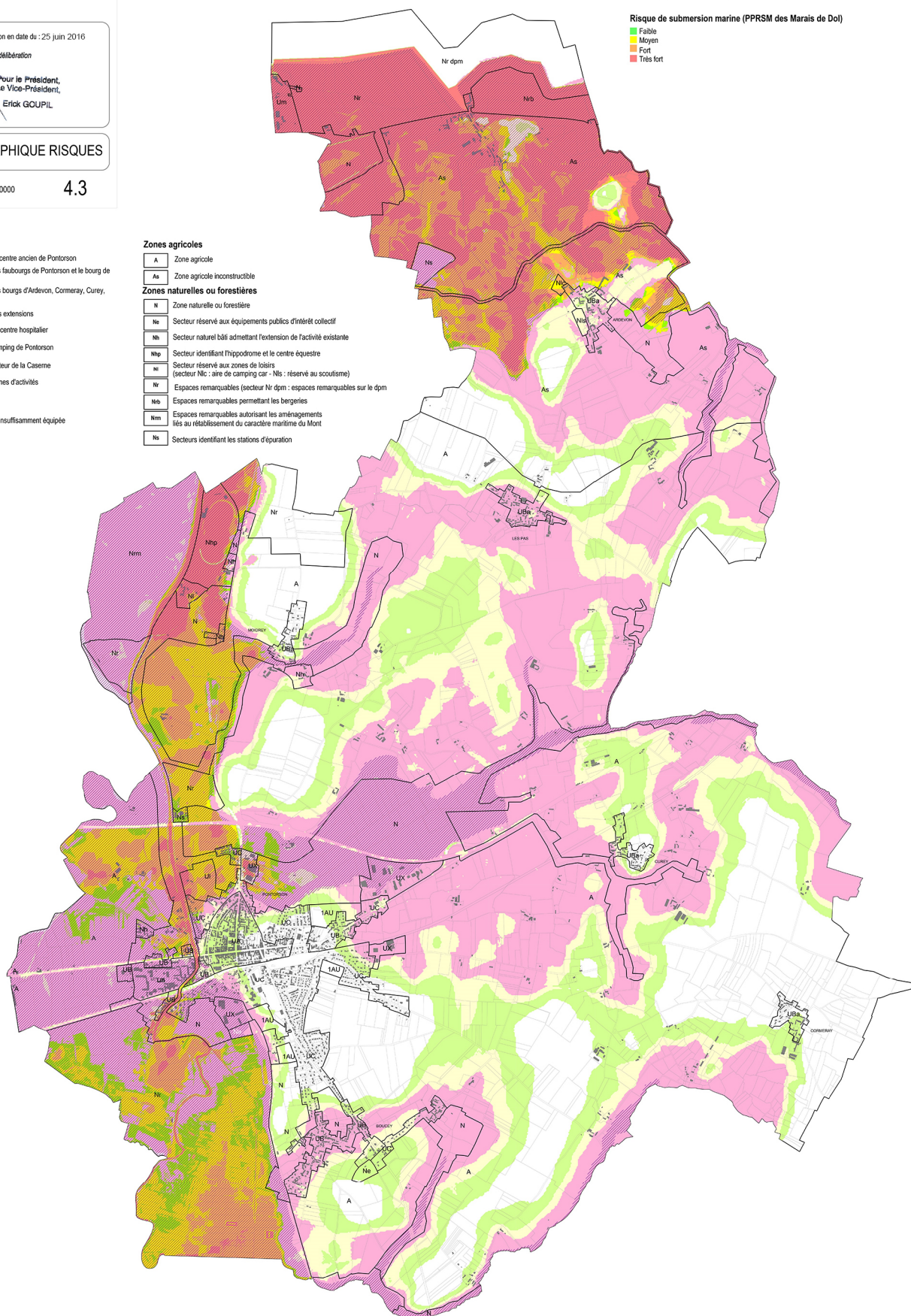
Zone inondable

Profondeur de la nappe phréatique en période de très hautes eaux (DREAL février 2014)

0 à 1 m : risque d'inondation des réseaux et sous-sols
 1 m à 2,5 m : risque d'inondation des sous-sols
 2,5 m à 5 m : risque pour les infrastructures profondes

Risque de submersion marine (PPRSM des Marais de Dol)

Faible
 Moyen
 Fort
 Très fort



Département de la Manche (50)

Commune de

PONTORSON

Vue d'ensemble

PLAN LOCAL D'URBANISME

Délibération communautaire en date du

REGLEMENT GRAPHIQUE RISQUES
Modification n°1

1/10000

4.3

Zones urbaines

- UA** Zone urbaine représentant le centre ancien de Pontorson
- UB** Zone urbaine représentant les faubourgs de Pontorson et le bourg de Bourzey
- UBa** Zone urbaine représentant les bourgs d'Ardevon, Cormeray, Cury, Les Pas et Moidrey
- Uc** Zone urbaine caractérisant les extensions
- Uh** Zone urbaine caractérisant le centre hospitalier
- Ui** Zone urbaine réservée au camping de Pontorson
- Um** Zone urbaine qualifiant le secteur de la Caserne
- UX** Zone urbaine qualifiant les zones d'activités

Zones à urbaniser

- 1AU** Zone à urbaniser équipée ou insuffisamment équipée

Zones agricoles

- A** Zone agricole
- As** Zone agricole inconstructible

Zones naturelles ou forestières

- N** Zone naturelle ou forestière
- Ne** Secteur réservé aux équipements publics d'intérêt collectif
- Nh** Secteur naturel bâti admettant l'extension de l'activité existante
- Nhp** Secteur identifiant l'hippodrome et le centre équestre
- Ni** Secteur réservé aux zones de loisirs (secteur NiC : aire de camping car - NIs : réservé au scoutisme)
- Nr** Espaces remarquables (secteur Nr dpm : espaces remarquables sur le dpm)
- Nrb** Espaces remarquables permettant des bergeries
- Nrm** Espaces remarquables autorisant les aménagements liés au rétablissement du caractère maritime du Mont
- Ns** Secteur identifiant les stations d'épuration

Zone inondable

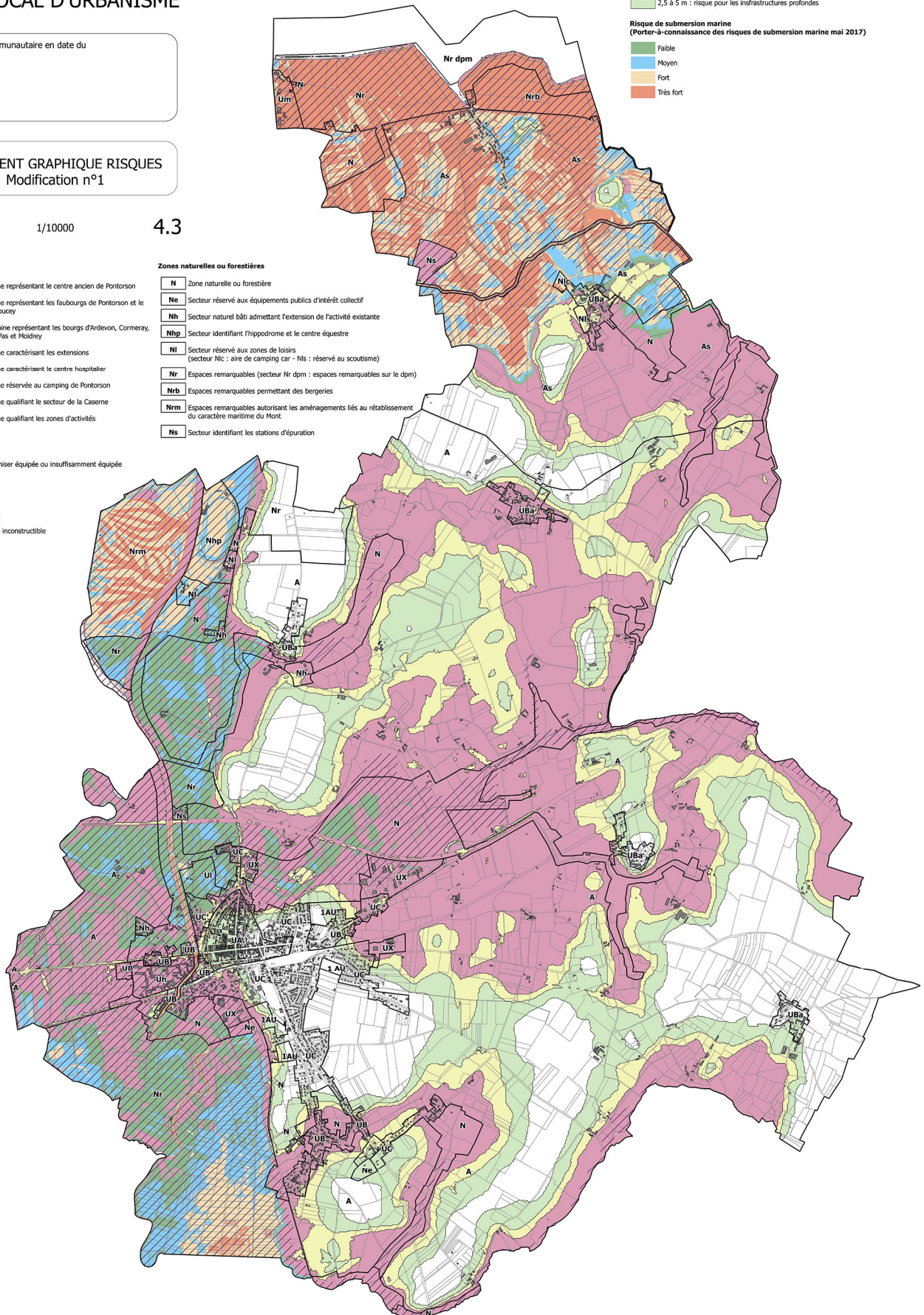
Profondeur de la nappe phréatique en période de très hautes eaux (DREAL février 2019)

- 0 à 1 m : risque d'inondation des réseaux et sous-sols
- 1 à 2,5 m : risques d'inondation des sous-sols
- 2,5 à 5 m : risque pour les infrastructures profondes

Risque de submersion marine

(Porter-à-connaissance des risques de submersion marine mai 2017)

- Faible
- Moyen
- Fort
- Très fort



**Arrêté AR2019_87 prescrivant la modification simplifiée n°1
du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pontorson**

Monsieur David NICOLAS, Président de la Communauté d'Agglomération Mont Saint-Michel – Normandie,

VU le code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-36, L.153-45 et suivants ;

VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Pontorson approuvé par délibération du conseil communautaire de l'ancienne communauté de communes Avranches – Mont Saint Michel en date du 25 juin 2016 ;

VU le courrier de l'Etat en date du 8 juin 2017, adressé au Président de la Communauté d'Agglomération et au maire de la Commune de Pontorson portant notification du porter-à-connaissance relatif à l'évolution du risque de submersion marine, invitant les collectivités à le prendre en compte dans leurs documents de planification, au titre du L.121.1 du Code de l'Urbanisme ;

VU le courrier de la Commune de Pontorson en date du 26 juillet 2019, reçu le 29 juillet 2019, sollicitant la Communauté d'Agglomération Mont Saint Michel-Normandie dans le but de procéder à une modification simplifiée n° 1 de son Plan Local d'Urbanisme, estimant que l'absence d'insertion de ces données actualisées dans son document d'urbanisme en vigueur est préjudiciable au développement de son territoire ;

CONSIDERANT que, dans ce contexte, la Commune de Pontorson a sollicité la Communauté d'Agglomération Mont Saint Michel-Normandie afin d'intégrer dans le document d'urbanisme communal en vigueur le porter-à-connaissance relatif aux risques de submersion marine, notifié par le Sous-Préfet à la commune et à la Communauté d'Agglomération, dans un courrier en date du 8 juin 2017 ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.153-45 du Code de l'urbanisme, et après échanges avec les services de l'Etat, la modification du PLU peut être adoptée selon une procédure de modification simplifiée ;

CONSIDERANT que le bureau communautaire est compétent pour prendre les décisions mentionnées à l'article L.153-47 du code de l'urbanisme relatives aux modifications simplifiées des PLU, conformément à la délibération communautaire en date du 31 août 2017 ;

ARRÊTE

Article 1 :

Il est prescrit une procédure de modification simplifiée n° 1 du PLU de la Commune de Pontorson.

Article 2 :

L'objectif de cette procédure est d'intégrer, au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pontorson, le porter-à-connaissance relatif aux risques de submersion marine, notifié à la Communauté d'Agglomération et à la Commune de Pontorson en juin 2017, par les services de l'Etat.

Article 3 :

Conformément aux dispositions de l'article L.153-40 du code de l'urbanisme, le projet de modification simplifiée du PLU de Pontorson sera notifié aux Personnes Publiques Associées et au Maire de la Commune de Pontorson pour avis avant mise à disposition du public.

Article 4 :

Les modalités de mise à disposition du projet de modification simplifiée n° 1 du PLU de Pontorson seront précisées par délibération du bureau délibératif de la Communauté d'Agglomération et portées à la connaissance du public au moins 8 jours avant le début de celle-ci.

Il sera procédé durant un (1) mois à une mise à disposition du projet de modification simplifiée 1 du PLU de Pontorson, de l'exposé de ses motifs et le cas échéant de l'avis des personnes publiques associées.

Article 5 :

A l'issue de la mise à disposition, le bureau communautaire présentera le bilan de la mise à disposition du projet de modification simplifiée n° 1 du PLU de Pontorson et sera amené à se prononcer par délibération sur l'approbation du projet, éventuellement modifié pour tenir compte de l'avis des Personnes Publiques Associées et des observations du public.

Article 6 :

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté d'Agglomération Mont Saint Michel-Normandie ainsi qu'en mairie de Pontorson durant un mois et publié au recueil des actes administratifs de la Communauté d'Agglomération. La mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 7 :

Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Mont Saint Michel-Normandie est chargé de l'exécution de cet arrêté.



Fait à Avranches, le 2 août 2019,

Le Président,

David NICOLAS



Le Président

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de son acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Caen-
3 Rue Arthur le Duc, 14000 CAEN dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.



Séance du mercredi 28 août 2019

Membres en exercice : 15

Date de convocation : 22/08/2019

Date de l'affichage : 04/09/2019

L'An Deux Mille Dix-neuf, le mercredi 28 août à 9 heures, le Bureau communautaire, dûment convoqué, s'est réuni au siège de la Communauté d'agglomération Mont-Saint-Michel - Normandie, 1 rue Général Ruel, sous la présidence de Monsieur David NICOLAS, Président.

Membres présents : 15

AVRANCHES : NICOLAS David, COCHAT Peggy
GENETS : BRUNAUD-RHYN Catherine
ROMAGNY-FONTENAY : DESLANDES Serge
SAINT AUBIN DE TERREGATTE : CARNET Jean-Pierre
SAINT HILAIRE DU HARCOUET : BADIOU Gilbert
SOURDEVAL : BAZIRE Albert
ISIGNY LE BUAT : GOUPIL Erick, ORVAIN Jessie
SAINT MARTIN DES CHAMPS : LUCAS Jacques
PONTORSON : BICHON Vincent
SAINT LAURENT DE CUVES : ESNOUF Franck
GRANDPARIGNY : LOYER Gérard
DUCEY - LES CHERIS : LAPORTE Denis
SAINT JAMES : JUQUIN David

Secrétaire de séance : Monsieur Gilbert BADIOU a été désigné secrétaire de séance.

Délibération n° 2019/08/28 - 160

MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°1 DU PLU DE PONTORSON
DÉFINITION DES MODALITÉS DE MISE À DISPOSITION DU PUBLIC

Rapporteur : Monsieur GOUPIL

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment l'article L.153-37 et les articles L.153-45 à L.153-48 ;

Vu la délibération du conseil communautaire de la Communauté de Communes Avranches-Mont Saint Michel en date du 25 juin 2016 approuvant le plan local d'urbanisme ;

Vu la délibération communautaire en date du 31 août 2017 portant délégation au Bureau pour prendre les décisions mentionnées à l'article L.153.47 du Code de l'urbanisme relatives aux modifications simplifiées des plans locaux d'urbanisme ;

Vu la sollicitation de la commune de Pontorson par courrier en date du 29 juillet 2019 ;

Vu l'arrêté du Président en date du 2 août 2019 prescrivant la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pontorson ;

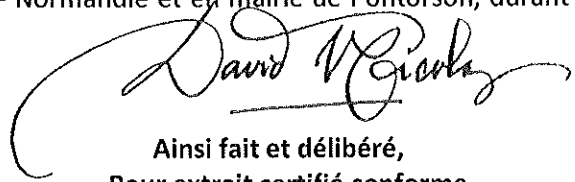
Vu le projet de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pontorson ;

Après en avoir délibéré, le Bureau communautaire, à l'unanimité :

- **CONSIDÈRE** que le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Pontorson est prêt à être mis à la disposition du public ;

- APPROUVE les modalités de la mise à disposition suivantes :

- Le dossier de modification simplifiée n°1 sera tenu à la disposition du public pendant une durée d'au moins un mois, du lundi 16 septembre 2019, à compter de 9 h, au mercredi 16 octobre 2019, jusqu'à 17 h 30, inclus, soit pendant 31 jours consécutifs, dans la mairie de Pontorson, aux jours et heures habituels d'ouverture soit du lundi au vendredi de 8 H 30 à 12 H et de 13 H 30 à 17 h 30 et le samedi de 8 h 30 à 12 h. Ainsi qu'au siège de la Communauté d'Agglomération Mont-Saint-Michel – Normandie (1 rue Général Ruel, à Avranches 50300), aux jours et heures habituels d'ouverture soit du lundi au jeudi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h30 et le vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 16h30.
 - Un registre à feuillets non mobiles, côté et paraphé, permettant au public de consigner ses observations sur le projet de modification simplifiée sera ouvert et tenu à la disposition du public pendant toute la durée de mise à disposition, en mairie de Pontorson, aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'au siège de la Communauté d'Agglomération Mont-Saint-Michel – Normandie aux jours et heures habituels d'ouverture ;
 - Les personnes intéressées pourront adresser un courrier à l'attention de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Mont-Saint-Michel – Normandie au 1 rue Général Ruel, BP 540, 50305 AVRANCHES, en mentionnant l'objet suivant : « Modification simplifiée n°1 du PLU de Pontorson » ;
 - Les personnes intéressées pourront formuler leurs observations en adressant un message sur l'adresse suivante : urbanisme@msm-normandie.fr en indiquant en objet : « Modification simplifiée n°1 du PLU de Pontorson ».
- RAPPELLE que la présente délibération fera l'objet d'un avis précisant l'objet de la modification simplifiée, les dates, les lieux et les heures auxquelles le public pourra consulter le dossier et formuler ses observations. Cet avis sera porté à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition par publication dans la presse locale et consultable sur le site de la Communauté d'Agglomération : <http://www.msm-normandie.fr> ainsi que sur le site de la commune de Pontorson www.pontorson.fr , huit jours au moins avant le début de la mise à disposition du public. Enfin cet avis sera affiché en Mairie de Pontorson et au siège de la Communauté d'Agglomération dans le même délai et pendant toute la durée de la mise à disposition.
- RAPPELLE que la présente délibération sera transmise en Préfecture et fera l'objet d'un affichage à la Communauté d'Agglomération Mont-Saint-Michel – Normandie et en mairie de Pontorson, durant un mois.



Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,
David NICOLAS

Acte rendu exécutoire après publication
par affichage le / 4 SEP. 2019
et transmission à la Sous-Préfecture
d'Avranches le / 4 SEP. 2019



URBANISME

**PONTORSON – MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°1 DU PLU
BILAN DE LA MISE À DISPOSITION**

I – Objet et mise en œuvre de la procédure

A) Objet

Le plan local d'urbanisme (PLU) de Pontorson a été approuvé par délibération du conseil communautaire en date du 26 juin 2016.

La modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Pontorson a été prescrite par l'arrêté AR2019_87 du Président de la Communauté d'agglomération en date du 2 août 2019. Elle a pour objectif d'intégrer dans le document d'urbanisme en vigueur le porter-à-connaissance notifié en juin 2017 par les services de l'État et relatif à l'évolution du risque submersion marine sur ce secteur de la Baie du Mont Saint Michel.

B) Cadre réglementaire

La présente procédure est menée conformément aux articles L.153-45 à L.153-47 du code de l'urbanisme. En effet, l'article L.153-45 de ce dernier dispose que : *« Dans les autres cas que ceux mentionnés à l'article L.153-41, et dans le cas des majorations des droits à construire prévus à l'article L.151-28, la modification peut, à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire, être effectuée selon une procédure simplifiée. Il en est de même lorsque le projet de modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle. »*

La modification simplifiée est adoptée par la collectivité compétente par délibération motivée après que le projet de modification et l'exposé des motifs aient été portés à la connaissance du public, pendant un délai d'un mois, en vue de lui permettre de formuler ses observations.

II – Déroulement de la procédure de mise à disposition

A) Composition du dossier

Le dossier tenu à disposition du public présentait les documents suivants :

- Arrêté du Président de la Communauté d'Agglomération Mont-Saint-Michel – Normandie prescrivant la modification simplifiée n°1 du PLU de Pontorson, en date du 2/08/2019,
- Délibération du bureau délibératif de la Communauté d'Agglomération Mont-Saint-Michel – Normandie fixant les modalités de mise à disposition du dossier de modification simplifiée n°1 du PLU de Pontorson, en date du 28/08/2019,
- Notice explicative de la procédure et exposé des motifs de modification simplifiée n°1 du PLU de Pontorson,
- Règlement graphique risque du PLU de Pontorson actuellement en vigueur, approuvé par délibération du conseil communautaire en date du 25 juin 2016 (format A0)

- Proposition de règlement graphique risque modifié au format A0
- Registre des observations du public,
- Avis des personnes publiques associées reçus.

B) Notifications aux PPA

Conformément à l'article L.153-40 du Code de l'urbanisme le projet de modification simplifiée a été notifié aux personnes publiques associées suivantes :

- Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM),
- M. le Préfet - Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites (CDNPS),
- Pole d'équilibre territorial et rural (PETR) Sud Manche Baie du Mont-Saint-Michel (SCOT du Pays de la Baie)
- Syndicat mixte du SAGE Couesnon
- Région Normandie - Direction de l'aménagement, du développement durable et de la transition énergétique (DADD-TE),
- Conseil Départemental de la Manche – Direction gestion de l'espace et ressources naturelles - Mission aménagement et planification,
- Communauté de Communes du pays de Dol
- Commune de Saint Georges de Gréhaigne
- Commune de Pleine Fougères
- Commune de Sougeal
- Chambre du Commerce et de l'Industrie (CCI),
- Chambre des métiers et de l'artisanat de la Manche,
- Chambre d'agriculture de la Manche,
- Comité interdépartemental de conchyliculture
- Institut National des Appellations d'Origine (INAO/INQO)
- Conservatoire du Littoral

La consultation a été adressée aux personnes publiques associées le 29 août, les accusés réception des envois en recommandé attestent une réception le 30 août 2019, sauf pour la CDNPS le 2 septembre 2019.

Le secrétariat de la CDPENAF a confirmé par message électronique, le 3 septembre 2019, après examen du dossier, qu'il n'y avait pas lieu de le présenter en CDPENAF compte tenu du champ de la modification (absence de modification du zonage A) et de l'avis favorable à l'unanimité émis par la commission le 08/10/2015 lors de l'élaboration du PLU.

Le service environnement de la Préfecture a également indiqué le 18 septembre par téléphone que compte tenu de la modification prévue il n'y avait pas lieu de consulter la CDNPS, le projet ne portant pas sur les espaces boisés classés.

Le dossier a également été transmis à la mission régionale d'autorité environnementale (MRAE) de Normandie afin de déterminer si la modification simplifiée n°1 du PLU de Pontorson devait être soumise à évaluation environnementale. La DREAL a accusé réception du dossier complet le 30 août 2019. Suite à un échange avec le secrétariat de la MRAE de Normandie, des précisions sur les plans ont



été transmises le 4 octobre 2019 (par messagerie électronique), des pièces complémentaires ont également été communiquées par courrier en date du 9 octobre 2019. Le 24 octobre dernier, la MRAE s'est prononcée et a conclu dans sa décision 2019-3278, notifiée le 28 octobre 2019, que la modification simplifiée du PLU de Pontorson n'était pas soumise à évaluation environnementale.

C) Modalités de mise à disposition

Les modalités de mise à disposition, comme indiquées dans la délibération du bureau de la Communauté d'Agglomération Mont-Saint-Michel – Normandie, n°2019/08/28-160 du 28 août 2019 ont été les suivantes :

- Le dossier de modification simplifiée n°1 a été tenu à la disposition du public pendant une durée d'au moins un mois, du lundi 16 septembre 2019, à compter de 9 h, au mercredi 16 octobre 2019, jusqu'à 17 h 30, inclus, soit pendant 31 jours consécutifs, dans la mairie de Pontorson, aux jours et heures habituels d'ouverture soit du lundi au vendredi de 8 H 30 à 12 H et de 13 H 30 à 17 h 30 et le samedi de 8 h 30 à 12 h. Ainsi qu'au siège de la Communauté d'Agglomération Mont-Saint-Michel – Normandie (1 rue Général Ruel, à AVRANCHES 50300) du mercredi 4 septembre 2019 au vendredi 4 octobre 2019 inclus, aux jours et heures habituels d'ouverture soit du lundi au jeudi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h30 et le vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 16h30.
- Un registre à feuillets non mobiles, côté et paraphé, permettant au public de consigner ses observations sur le projet de modification simplifiée a été ouvert et tenu à la disposition du public pendant toute la durée de mise à disposition, en mairie de Pontorson, aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'au siège de la Communauté d'Agglomération Mont-Saint-Michel – Normandie aux jours et heures habituels d'ouverture ;
- Les personnes intéressées pouvaient également adresser un courrier à l'attention de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Mont-Saint-Michel – Normandie au 1 rue Général Ruel, BP 540, 50305 AVRANCHES, en mentionnant l'objet suivant : « Modification simplifiée n°1 du PLU de Pontorson »

Ces modalités de mise à disposition ont été retranscrites dans un avis précisant l'objet de la modification simplifiée, les dates, les lieux et les heures auxquelles le public pouvait consulter le dossier et formuler ses observations.

Cet avis a été porté à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de la mise à disposition par publication dans la presse locale : un avis a été publié dans la Gazette de la Manche du 4 septembre 2019.

Cet avis était également consultable sur le site de la Communauté d'Agglomération : <http://www.msm-normandie.fr> ainsi que sur le site de la Commune de Pontorson <http://www.pontorson.fr/plan-local-durbanisme/> huit jours au moins avant le début de la mise à disposition du public.



Les documents étaient téléchargeables sur les deux sites internet mentionnés précédemment. La notice a été téléchargée au moins cinq fois à partir du site de la Commune de Pontorson.

Enfin cet avis a été affiché en en mairie de Pontorson ainsi qu'au siège de la Communauté d'Agglomération Mont-Saint-Michel – Normandie dans le même délai et pendant toute la durée de la mise à disposition ;

Un article est également paru dans l'édition de la Manche Libre du 21 septembre 2019.

L'information a aussi été portée à la connaissance du public au moyen d'avis de mise à disposition du public au format A2 (porte de la mairie, panneau d'affichage officiel extérieur, panneau d'affichage extérieur du centre culturel). L'information a également été diffusée sur le panneau d'affichage lumineux de Pontorson.

III - Analyse des observations recueillies et bilan

A) Observations des PPA

Ont émis les observations suivantes :

- Comité interdépartemental de conchyliculture (*reçu le 03/09/2019 à la CAMSMN*) :
Avis favorable sans observations,
- CCI Ouest Normandie (*reçu le 09/09/2019 à la CAMSMN*) :
pas de remarques formulées sur le projet présenté, souhaite que cette cartographie permette la réalisation de projets contribuant au développement du territoire tout en s'assurant de la sécurité des sites face au risque de submersions marines.
- Institut National de l'Origine et de la Qualité (*reçu le 16/09/2019 à la CAMSMN*) : Pas d'objection à formuler à l'encontre de ce projet dans la mesure où il n'a pas d'incidence directe sur les AOC et IGP concernés.
- Chambre des métiers et de l'artisanat de la Manche (*reçu le 23/09 :2019 à la CAMSMN*) : avis favorable sans observations
- Conservatoire du littoral (*reçu en mairie de Pontorson le 4 octobre 2019*)
sans observation car pas d'interférence du projet de modifications avec les missions et objectifs du conservatoire du littoral dans les espaces qui relèvent de sa compétence

Les autres personnes publiques associées, énumérées au point I – B) n'ont pas transmis d'observation à la CAMSMN.

B) Observations du public

1. Sur le registre d'observations tenu en mairie de Pontorson aucune observation n'est présente
2. Sur le registre d'observations tenu au siège de la Communauté d'Agglomération aucune observation n'est présente.
3. Aucun courrier n'a été reçu, ni en mairie ni au siège de la Communauté d'Agglomération.



4. Une remarque a été reçue sur la messagerie urbanisme@msm-normandie.fr le samedi 5 octobre 2019. Elle émane d'un habitant de Pontorson qui fait savoir qu'il a été invité par voie d'affichage à consulter deux dossiers :

- l'un relatif au projet de la société Méthabaie consultable du 12 juillet au 9 août 2019
- l'autre concernant la modification simplifiée n° 1 du PLU de Pontorson du 16 septembre au 16 octobre 2019.

Il trouve des points communs entre les deux dossiers et fait remarquer que le permis de construire de la société Methabaie ayant été déposé le 4 mars 2019, il a dû bénéficier, compte tenu du délai d'instruction de 3 mois, d'une autorisation tacite en juin 2019, alors qu'à cette date le PLU n'autorisait pas les nouvelles constructions dans cette zone. Il estime que, pour le citoyen appelé à consulter les dossiers, cette coïncidence est étonnante et espère que les remarques et conclusions du commissaire enquêteur permettront de notifier les précautions et obligations du porteur du projet afin que citoyens et exploitants se reposent sur des situations claires

Il peut être répondu à cette observation, qui ne porte pas sur le projet de modification simplifiée du PLU de Pontorson, que le permis 050 410 19 J 0006 déposé par la société Méthabaie le 4 mars 2019 a fait l'objet le 4 avril 2019 d'une prolongation de délai et d'une demande de pièces complémentaires. Il a fait ensuite l'objet d'un arrêté de refus de permis de construire délivré par le Préfet de la Manche le 16 mai 2019. Il convient également de préciser, le cas échéant, à l'auteur de cette remarque que la procédure de modification simplifiée ne prévoit pas d'enquête publique mais uniquement une mise à disposition du dossier au public.

C) Bilan de la mise à disposition

Les observations et les avis recueillis lors de la mise à disposition du projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Pontorson, de l'exposé des motifs y afférent, ne nécessitent pas d'apporter d'adaptation au projet de modification simplifiée n° 1 du PLU de Pontorson.

D) Conclusion

En conclusion, il peut être tiré un bilan favorable de la mise à disposition du public et il n'y a pas lieu de procéder à des adaptations mineures du projet de modification simplifiée n° 1 du PLU de Pontorson.



COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MONT SAINT-MICHEL
NORMANDIE

PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE PONTORSON

MODIFICATION SIMPLIFIÉE N° 1

BILAN DE LA CONCERTATION

ANNEXES

PARUTION DE LA PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLU DE PONTORSON ET DES MODALITES DE LA MISE A DISPOSITION AU PUBLIC DU DOSSIER DANS LA RUBRIQUE ANNONCES LEGALES DE L' HEBDOMMAIRE LA GAZETTE DE LA MANCHE DU 4 SEPTEMBRE 2019

Annonces légales

LA GAZETTE DE LA MANCHE
MERCREDI 4 SEPTEMBRE 2019
actu.fr/la-gazette-de-la-manche

51

ANNONCES LEGALES ET JUDICIAIRES

MEDIALEX
Assurances Légales & Formalités

Transmettez-nous toutes vos annonces légales et judiciaires (Vie de Sociétés, Fonds de commerce, Enquêtes Publiques, Marchés Publics, Avis d'attribution, Publications Judiciaires, Ventes Judiciaires, autres annonces légales) par 4 moyens au choix :

par Internet : www.annonceslegales.com
par e-mail : annonces.legales@medialex.fr
par fax : 0 820 309 009 (l.j,le/m)
par courrier : BP 51 570
35 515 Cesson Sévigné Cedex

Pour toute information complémentaire, contactez-nous au 02 99 26 42 00

Tarif de référence stipulé dans Art.2 de l'arrêté ministériel du 21 décembre 2018 soit 4,16 € ht la ligne

Les annonces sont informés que, conformément au décret no 2012-1547 du 28 décembre 2012, les annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce concourent et publiées dans les journaux d'annonces légales, sont obligatoirement mises en ligne dans une base de données numérique centrale : www.actulegales.fr

Vente judiciaire

7209272901 - VJ

SCP D'AVOCATS AU BARREAU DE COUTANCES-AVRANCHES
PETTIT-ETIENNE DUMONT-FOUCAULT DARDANNE JUGELE

1 bis, rue Paul-Leteraullu - 50200 COUTANCES

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

Auxquelles offrant et dernier enchérisseur, à l'audience du Juge de l'exécution du tribunal de Grande Instance de Coutances

L'adjudication aura lieu au Palais de justice de Coutances : 10A, rue du Palais de Justice, 50200 Coutances

LE MARDI 15 OCTOBRE 2019 A 10 HEURES
LOT UNIQUE

MAISON D'HABITATION DE PLAIN PIED

Commune de ISIGNY-LE-BUAT (50540) : La Dorde - La Mancoffière

Maison d'habitation de plain pied, d'une surface de 116,42 m² loi Carrez comportant : séjour/cuisine, couloir, arrière cuisine, 5 chambres, 1 salle d'eau, 1 wc, 2 garages, 1 atelier, chaudière et poubelle.

Cadastrée section 298 ZH 124 (19 a 28 ca).

Une parcelle en friche.

Cadastrée 298 ZH 125 (30 a 61 ca).

Le tout cadastré 298 ZH 124 et 298 ZH 125 pour une contenance totale de 50 a 89 ca.

Conditions d'occupation : occupé. Non loué.

PRISE A PRIX : QUARANTE-QUATRE MILLE EUROS (44 000 EUROS)

Selon les clauses et conditions du cahier des conditions de vente déposé au greffe du tribunal de grande instance d'Avranches au Tribunal de Grande Instance d'Avranches

Avis administratif

7209370501 - AA

Demande d'autorisation environnementale

présentée par la SAS Kinkel pour l'extension d'un établissement de fabrication des palettes intégrant un projet d'unité de co-génération biomasse et une ligne de fabrication de blocs en bois aggloméré au Tailleul

2ÈME AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté préfectoral en date du 31 juillet 2019 a été prescrite, conformément aux dispositions du code de l'environnement, l'ouverture d'une enquête publique sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la SAS Kinkel, pour l'extension et un réaménagement de fabrication des palettes intégrant un projet d'unité de co-génération biomasse et une ligne de fabrication de blocs en bois aggloméré. L'établissement est situé 5, parc d'activités La Pommerais au Tailleul. La demande d'autorisation concerne les activités égarant à la nomenclature des installations classées soumises à autorisation sous les rubriques n°2915-1, 2940-2, à enregistrement sous les rubriques n°1532-2, 2200-1, 2410-1 et à déclaration sous les rubriques n°2910-42, 4718-2b et à la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumises à déclaration sous la rubrique n° 2.1.5.3-2.

Ces informations sur le projet peuvent être consultées auprès de M. Arnaud D'ARGENTRE, chef de projet cogénération, 5, parc d'activités La Pommerais, 50940 Le Tailleul ou par mail à arnaud.dargentre@tailleul.fr ou par téléphone au 02 33 79 30 00. Les informations relatives à la procédure administrative peuvent être demandées auprès du préfet de la Manche (bureau de l'environnement et de la concertation publique).

La décision, prise après un examen au cas par cas par l'autorité environnementale ne soumettant pas le projet à évaluation environnementale, ainsi que l'étude d'incidence environnementale figurent parmi les pièces du dossier mis à disposition du public pendant l'enquête.

Cette enquête d'une durée de 16 jours se déroulera du mardi 3 septembre 2019 (heure d'ouverture de l'enquête à 9 h 00) au mercredi 18 septembre 2019 (heure de clôture de l'enquête à 17 h 30), en mairie du Tailleul, où le dossier sera déposé et pourra être consulté pendant les heures habituelles d'ouverture du public, à titre indicatif du lundi au jeudi de 9 h 00 à 12 h 30 et de 14 h 00 à 17 h 30, le vendredi de 9 h 00 à 12 h 30 et le samedi de 9 h 00 à 12 h 30. Il sera également consultable sur un poste informatique mis à la disposition du public à la préfecture de la Manche du mardi au vendredi de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 00 à 17 h 30 (bureau de l'environnement et de la concertation publique) et sur le site internet d'enquête publique suivant : <https://www.registredemat.fr/unite/kinkel-tailleul>

M. Alexis LE COFFIC, lieutenant-colonel de gendarmerie à la retraite est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur. Il se tiendra à la disposition du public en mairie du Tailleul sur le site internet des services de l'Etat dans la Manche www.manche.gouv.fr/Publiques/Annonces-avis

L'autorisation environnementale du dossier sera prise par arrêté du préfet de la Manche.

Pour le Préfet,
La chieffe de service
Wendoline NAEI.

7209472901 - AA

Communauté d'agglomération Mont-Saint-Michel - Normandie

Prescription de la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pontorson

Par arrêté en date du 3 août 2019, le Président de la communauté d'agglomération Mont-Saint-Michel - Normandie a décidé de prescrire la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pontorson.

Cet arrêté est affiché pendant un mois en mairie de Pontorson, ainsi qu'au siège de la communauté d'agglomération Mont-Saint-Michel - Normandie, à Avranches.

7209472901 - AA

Communauté d'agglomération Mont-Saint-Michel - Normandie

Définition des modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pontorson

AVIS

Par délibération en date du 28 août 2019, le bureau délibératif de la communauté d'agglomération Mont-Saint-Michel - Normandie a défini les modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Pontorson.

Cette mise à disposition du dossier aura lieu du lundi 15 septembre 2019 à compter de 9 h au mercredi 18 octobre 2019 jusqu'à 17 h 30 en mairie de Pontorson et au siège de la communauté d'agglomération Mont-Saint-Michel - Normandie à Avranches aux jours et heures habituelles d'ouverture.

Cette délibération est affichée et peut être consultée en mairie de Pontorson et au siège de la communauté d'agglomération Mont-Saint-Michel - Normandie pendant un mois.

La vie des sociétés

7209271401 - VS

SCP HUET LEROY THOUROUDE VIMOND-ORY
Notaires associés
Granville (50400)
9, rue Clément Desmoulin

CESSION DE FONDS DE COMMERCE

Par acte SCP en date du 29 juillet 2019 à Cherbourg, enregistré à la Recette des Impôts de Coutances le 31 juillet 2019, dossier 2019 00023215, référence 501-4904 - 2019 A 03141 - La société LG COIFFURE, EURL, au capital social de 15 000 euros siège social 52, rue Gambetta, Equedreville-Hainneville, 50120 Cherbourg-en-Cotentin, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 800 480 766.

A vendu à la société E.R. EURL, au capital social de 15 000 euros, siège social 52, rue Gambetta - Equedreville-Hainneville, 50120 Cherbourg-en-Cotentin, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Cherbourg sous le numéro 850 867 788, le fonds commercial de Coiffure exploité à Cherbourg-en-Cotentin, 52, rue Gambetta-Frères, Equedreville-Hainneville, avec entrée en possession le 1er août 2019, moyennant le prix de 18 000 euros.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les dix jours de la dernière en date des publications légales, pour la validité au lieu des fonds et pour la correspondance au Cabinet de Maître Hélène LEPEYRE - 2 bis, Longue Rue des Autoraines (14111) Lisieux.

Pour avis

ADDITIF A L'ANNONCE DU 26 JUIN 2019

Il y avait lieu d'indiquer dans l'avis de dissolution de la société civile dénommée "SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE LA ROCHE DORRE" :
Le siège de la liquidation : 23, rue du Port à Granville (50400)
Les nom, prénom et adresse du liquidateur : Mme Hélène COURVAL, épouse ROQUET, demeurant 23, rue du port à Granville.

Pour avis

7209272201 - VS

COGEDIS
L'expertise comptable

CONSTITUTION

Selon acte sous seing privé en date du 25 Août 2019, il a été constitué le Groupement Agricole d'Exploitation en Commun (GAE) agité par le préfet du département de la Manche, par décision du 27 Juin 2019, sous le n° d'agrément 0501363.

Siège Social : 16, rue des Fontaines 50000 La-Mesnil-Roussel.

Immatriculé au Greffe du Tribunal de Commerce de Coutances.

Pour avis,
Lee Orléans.

7209272501 - VS

COMPAGNIE DES PARCS ET DES PASSEURS DU MONT SAINT MICHEL
SASU
au capital de 200 000 euros
Siège social : Landré Le Bas Pays 50170 BEAUXJOURN
507 653 343 RCS Coutances

AVIS

Aux termes du procès-verbal des décisions de l'assemblée unique en date du 20 juin 2019, il a été décidé :

- conformément aux dispositions de l'article L225-248 du Code de Commerce, de ne pas prononcer la dissolution anticipée de la société malgré que les capitaux propres soient devenus inférieurs à la moitié du capital social ;
- de modifier la dénomination sociale de la société qui sera désormais TRANSDEV MONT SAINT MICHEL ;
- ne pas renouveler le mandat du Commissaire aux Comptes suppléant, le Cabinet AUDITEX, arrivé à échéance.

Par acte de constitution de la modification définitive de l'augmentation du capital en date du 30 juillet 2019, il a été constaté l'augmentation du capital social d'un montant de 500 000 euros pour être porté à 700 000 euros par déduction de la valeur nominale de l'action de 1 euros à 0,65 euros, avec effet au 18 juillet 2019.

Les statuts ont été modifiés en conséquence.

Le dépôt prescrit par la loi sera effectué au RCS de Coutances.

7209272501 - VS

tgs **AVOCATS**

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Aux termes de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 juin 2019 de la société : SCI SAINT LAURENT
Société civile immobilière, au capital de 30 600 euros.

Siège social : 15, rue Principale, 50670 Saint-Laurent de Cures.

Siège de liquidation : 15, rue Principale, 50670 Saint-Laurent de Cures.

447 515 260 RCS Coutances

Il a été approuvé les comptes de liquidation, donné qu'il n'y a plus de liquidateur, Mme Jeanne-Marie JAMES, demeurant à Saint-Pai-aux-mer (50360) 266, route de Caltreville, l'a déchargé de son mandat et prononcé la clôture des opérations de liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

7209300101 - VS
EARL GOHARD

PONTORSON

23

Modification du PLU

PONTORSON

La modification du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune concerne le risque de submersion marine notifié par les services de l'Etat en 2017. Le dossier sera tenu à la disposition du public du lundi 16 septembre au mercredi 16 octobre, à la mairie de Pontorson, aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi qu'au siège de la Communauté d'Agglomération Mont-Saint-Michel - Normandie, 1, rue du Général-Ruel à Avranches. Un registre permettant au public de consigner ses observations sur le projet de modification simplifiée sera ouvert et tenu à la disposition du public pendant toute la durée de mise à disposition. Les personnes intéressées pourront également adresser leurs observations : par courrier à l'attention de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Mont-St-Michel



Avec le projet de modification du PLU, une concertation est mise en place.

Normandie en mentionnant l'objet suivant : "Modification simplifiée n°1 du PLU de Pontorson" ou par mail à l'adresse suivante : urbanisme@msm-normandie.fr en mentionnant en objet "Modification simplifiée n°1 du PLU de

Pontorson". Par la suite, le bilan de la mise à disposition du public sera présenté au bureau qui en délibérera et adoptera par délibération motivée le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public.


DE LA COMMUNAUTÉ D' AGGLOMERATION MONT-SAINT-MICHEL- NORMANDIE

Aménagement et environnement

- ▶ Urbanisme
- ▶ Aires d'accueil des gens du voyage
- ▶ Habitat
- ▶ Environnement
- ▶ Gestion des déchets
- ▶ Assainissement
- ▶ **Accès rapide**
 - Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux
 - Jours et modes de collecte
 - Trame Verte et Bleue
 - Déchèteries

Contact Siège

1 rue Général Ruel
BP 52- 50305 AVRANCHES
02 33 89 67 00

 Envoyer un email

[Accueil](#) ▶ [Aménagement et environnement](#) ▶ [Urbanisme](#) ▶ [Pontorson](#)

Pontorson

MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE PONTORSON



La modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Pontorson a pour objet de prendre en compte dans le document d'urbanisme le porter à connaissance relatif aux risques de submersion marine notifié par les services de l'État en 2017.

Le projet de modification porte d'une part sur le règlement graphique – risques 4.3 et d'autre part sur les articles A2 et N2 du règlement écrit, uniquement pour ce qui relève du risque submersion marine.

La procédure a été prescrite par arrêté en date du 2 août 2019 du président de la communauté d'agglomération Mont Saint-Michel – Normandie.

Le bureau de la communauté d'agglomération Mont Saint-Michel - Normandie a ensuite défini lors de sa réunion du 28 août 2019 les modalités de la mise à disposition du dossier au public.

- Le dossier de modification simplifiée n°1 sera tenu à la disposition du public pendant une durée d'au moins un mois, du lundi 16 septembre 2019 à partir de 9 h au mercredi 16 octobre 2019 jusqu'à 17h30, soit pendant 31 jours consécutifs, dans la mairie de PONTORSON aux jours et heures habituels d'ouverture soit du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h30 et samedi de 8h30 à midi. Ainsi qu'au siège de la communauté d'agglomération Mont Saint-Michel – Normandie (1 rue du Général Ruel à Avranches) du lundi 16 septembre 2019 à partir de 9 h au mercredi 16 octobre 2019 jusqu'à 17h30 inclus, aux jours et heures habituels d'ouverture soit du lundi au jeudi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h30 et le vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 16h30.

- Un registre à feuillets non mobiles, côté et paraphé, permettant au public de consigner ses observations sur le projet de modification simplifiée sera ouvert et tenu à la disposition du public pendant toute la durée de mise à disposition, en mairie de Pontorson aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi qu'au siège de la communauté d'agglomération Mont Saint-Michel – Normandie à Avranches aux jours et heures habituels d'ouverture ;

- Les personnes intéressées pourront également adresser leurs observations :
- par courrier à l'attention de Monsieur le Président de la communauté d'agglomération Mont Saint-Michel – Normandie au 1 rue Général Ruel, BP 540, 50305 AVRANCHES, en mentionnant l'objet suivant : « Modification simplifiée n°1 du PLU de Pontorson ».


- par e-mail à l'attention de Monsieur le Président de la communauté d'agglomération Mont Saint-Michel – Normandie, sur l'adresse suivante : urbanisme@msm-normandie.fr en mentionnant en objet « Modification simplifiée n°1 du PLU de Pontorson ».

DOCUMENTS TÉLÉCHARGEABLES :

 Arrêté AR2019_87 du 2 août 2019 prescrivant la modification simplifiée du PLU de la commune de Pontorson

 Délibération 28 août 2019 du bureau de la CAMSMN définissant les modalités de la mise à disposition du public

 Notice explicative de la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Pontorson

 Risques submersions marines 2017

EXTRAIT DU SITE INTERNET DE LA COMMUNE DE PONTORSON

[ACCUEIL](#) [ACTUALITÉS](#) [ÉVÉNEMENTS](#) [VIVRE À PONTORSON](#) [HISTOIRES & PATRIMOINES](#) [TOURISME & TRANSPORT](#) [CONTACTS](#)

Plan Local d'Urbanisme

Documentation en vigueur

Allez vers le [Géoportail de l'Urbanisme](#).

Projet de modification simplifiée

La modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme (PLU) de la Commune de Pontorson a pour objet de prendre en compte dans le document d'urbanisme le porter à connaissance relatif aux risques de submersion marine notifié par les services de l'État en 2017.

Le projet de modification porte d'une part sur le règlement graphique – risques 4.3 et d'autre part sur les articles A2 et N2 du règlement écrit, uniquement pour ce qui relève du risque submersion marine.

La procédure a été prescrite par arrêté en date du 2 août 2019 du président de la Communauté d'Agglomération Mont-Saint-Michel – Normandie.

Le bureau de la Communauté d'agglomération Mont-Saint-Michel Normandie a ensuite défini lors de sa réunion du 28 août 2019 les modalités de la mise à disposition du dossier au public :

- Le dossier de modification simplifiée n°1 sera tenu à la disposition du public pendant une durée d'au moins un mois, du lundi 16 septembre 2019 à partir de 9 h au mercredi 16 octobre 2019 jusqu'à 17 h 30, soit pendant 31 jours consécutifs, dans la mairie de PONTORSON aux jours et heures habituels d'ouverture soit du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30 et samedi de 8 h 30 à midi. Ainsi qu'au siège de la Communauté d'Agglomération Mont-Saint-Michel – Normandie (1 rue du Général Ruel à Avranches) du lundi 16 septembre 2019 à partir de 9 h au mercredi 16 octobre 2019 jusqu'à 17 h 30 inclus, aux jours et heures habituels d'ouverture soit du lundi au jeudi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h30 et le vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 16h30 ;
- Un registre à feuillets non mobiles, côté et paraphé, permettant au public de consigner ses observations sur le projet de modification simplifiée sera ouvert et tenu à la disposition du public pendant toute la durée de mise à disposition, en mairie de Pontorson aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi qu'au siège de la Communauté d'Agglomération Mont-Saint-Michel – Normandie à Avranches aux jours et heures habituels d'ouverture ;
- Les personnes intéressées pourront également adresser leurs observations : par courrier à l'attention de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Mont-Saint-Michel – Normandie au 1 rue Général Ruel, BP 540, 50305 AVRANCHES, en mentionnant l'objet suivant : « Modification simplifiée n°1 du PLU de Pontorson » ou par mail à l'attention de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Mont-Saint-Michel – Normandie, sur l'adresse suivante : urbanisme@msm-normandie.fr en mentionnant en objet « Modification simplifiée n°1 du PLU de Pontorson ».

Et ensuite ?

Le bilan de la mise à disposition du public sera présenté au bureau qui en délibérera et adoptera par délibération motivée le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public.

Documents téléchargeables

- Arrêté AR2019_87 du 2 août 2019 prescrivant la modification simplifiée du PLU de la commune de Pontorson ;
- Délibération du bureau de la CAMSMN définissant les modalités de la mise à disposition du public ;
- Notice explicative de la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Pontorson ;
- Risque submersions marines 2017.

DEPARTEMENT DE LA MANCHE
ARRONDISSEMENT D'AVRANCHES
COMMUNE DE PONTORSON

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 10 OCTOBRE 2019

En exercice :	47	L'an deux mil dix-neuf, le dix octobre à vingt heures quinze minutes, les membres du
Présents :	28	Conseil Municipal de la commune de Pontorson étant réunis en Mairie de Pontorson
Absents :	19	après convocation légale, sous la présidence de Monsieur André DENOT, Maire.
Procurations :	5	<u>Membres présents</u> : M. BAUMEL Annick, M BELLOIR André-Jean, M. BICHON Vincent, M.
Votants :	33	CACHERA Daniel, Mme. CHAUVIN Violetta, Mme. CHESNAY Delphine, M. DELAMARCHE
Date de convocation :		Vincent, Mme. DELEPINE Véronique, M. DENOT André, Mme. DESGRANGES Noëlle,
Le 4 octobre 2019		Mme. DOBETZKY Christelle, M. DUPRE Frédéric, Mme. FAUCONNIER Sylvie, Mme.
		GARDIN Isabelle, M. GAVARD Jean-Yves, M. GAZENGEL Michel, M. GROMELLON
		Jacques, Mme. GUERIN Monique, M. HAMARD Denis, M. LABYT Jean Louis, M.
		LEMETAYER Claude, M. PAYEN Jérôme, M. POREE Lionel, M. ROBIDEL Sébastien, M.
		ROYER Philippe, M. RUAUX Christophe, Mme. SCHVAN Nicole, Mme. TRINCOT Rachelle.
		<u>Absents</u> : Mme ALDERSLEY Anne-Leslye, Mme. AMELINE FRESNEAU Mariannick, M.
		BARRÉ Jean Noel, Mme. CHANVRY Alda (pouvoir à M. CACHERA), Mme. COLLIN Armelle
		(pouvoir à Mme. SCHVAN), Mme. COQUEMAN Stéphanie, M. DECHANCÉ Eric (pouvoir à
		M. DENOT), M. DELACHENNE Nicolas, M. DERIEUX Charles, (pouvoir à Mme BAUMEL),
		Mme. DUMONT Magaly, Mme. FILLATRE Jans, Mme. FLEURY-LENDORMY Maryvonne,
		M. GANCHE Jean Luc, Mme. HAMON Catherine, Mme. JOUENNE Laure, Mme. MASSIN
		Emilie, M. PAYEN Jérôme (pouvoir à M.BELLOIR), M. PLIN Claude, M. POULAIN Anthony,
		M. RUBY Philippe.
		Secrétaire de séance : Mme DESGRANGES Noëlle

2019/56 : MODIFICATION SIMPLIFIEE N° 1 PLU DE PONTORSON – AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL

Vu la délibération du conseil communautaire de la communauté de Communes Avranches-Mont Saint Michel en date du 25 juin 2016 approuvant le plan local d'urbanisme de la Commune de Pontorson

Vu l'arrêté du président de la Communauté d'agglomération Mont Saint Michel-Normandie en date du 2 août 2019 prescrivant la procédure de modification simplifiée n° 1 du plan local d'urbanisme de la Commune de Pontorson

Vu la délibération du bureau communautaire de la Communauté d'agglomération Mont Saint Michel Normandie en date du 28 août 2019 déterminant les modalités de la concertation

Vu l'avis favorable des commissions aménagement du territoire, urbanisme et environnement et travaux voirie réunies le 3 octobre 2019

Monsieur le Maire expose que la présente modification simplifiée a pour objet d'intégrer dans le document d'urbanisme concernant le territoire de la Commune déléguée de Pontorson, le porter à connaissance relatif à l'évolution du risque submersion marine notifié par les services de l'Etat le 8 juin 2017. Il précise que les personnes publiques associées ont été consultées et que les avis reçus ainsi que le dossier de modification sont à disposition du public en mairie de Pontorson et au siège de la Communauté d'agglomération jusqu'au 16 octobre prochain.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité

- **DONNE** un avis favorable au projet de modification simplifiée N°1 du plan local d'urbanisme de Pontorson.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits
Pour extrait certifié conforme.



André DENOT
Maire de Pontorson





Extrait du registre des délibérations

Séance du mercredi 30 octobre 2019

Membres en exercice : 15

Date de convocation :
24/10/2019

Date de l'affichage :
06/11/2019

L'An Deux Mille Dix-neuf, le mercredi 30 octobre à 9 heures, le Bureau communautaire, dûment convoqué, s'est réuni au siège de la Communauté d'agglomération Mont-Saint-Michel - Normandie, 1 rue Général Ruel, sous la présidence de Monsieur David NICOLAS, Président.

Membres présents : 12

Excusés : 3

AVRANCHES : NICOLAS David
GENETS : BRUNAUD-RHYN Catherine
SAINT AUBIN DE TERREGATTE : CARNET Jean-Pierre
SAINT HILAIRE DU HARCOUET : BADIOU Gilbert
SOURDEVAL : BAZIRE Albert
ISIGNY LE BUAT : GOUPIL Erick, ORVAIN Jessie
SAINT MARTIN DES CHAMPS : LUCAS Jacques
PONTORSON : BICHON Vincent
GRANDPARIGNY : LOYER Gérard
DUCEY - LES CHERIS : LAPORTE Denis
SAINT JAMES : JUQUIN David

AVRANCHES : COCHAT Peggy
ROMAGNY-FONTENAY : DESLANDES Serge
SAINT LAURENT DE CUVES : ESNOUF Franck

Pouvoirs : - Madame Peggy COCHAT à monsieur Vincent BICHON
- Monsieur Serges DESLANDES à monsieur Gilbert BADIOU
- Monsieur Franck ESNOUF à madame Jessie ORVAIN

Secrétaire de séance : Madame Jessie ORVAIN a été désignée secrétaire de séance.

Délibération n° 2019/10/30 - 208
PROCÉDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°1 DU PLU DE PONTORSON
BILAN DE LA MISE A DISPOSITION

Rapporteur : Monsieur GOUPIL

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-57 ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment l'article L.153-45 et suivants ;

Vu la délibération du conseil communautaire de l'ancienne Communauté de Communes Avranches-Mont Saint Michel en date du 25 juin 2016 approuvant le plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Pontorson ;

Vu la délibération communautaire de la Communauté d'agglomération Mont Saint Michel-Normandie en date du 31 août 2017 portant délégation au Bureau pour prendre les décisions mentionnées à l'article L.153.47 du Code de l'urbanisme relatives aux modifications simplifiées des plans locaux d'urbanisme ;

Vu l'arrêté du Président de la Communauté d'agglomération en date du 2 août 2019 prescrivant la modification simplifiée n°1 du PLU de Pontorson ;

Vu la délibération du bureau délibératif de la Communauté d'agglomération Mont Saint Michel-Normandie en date du 28 août 2019 définissant les modalités de mise à disposition du public de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de Pontorson ;

Vu les avis des personnes publiques associées reçus à la suite de la notification du projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Pontorson ;

Vu la mise à disposition du public organisée du 16 septembre au 16 octobre 2019 inclus ;

Vu l'avis du conseil municipal de la commune de Pontorson en date du 10 octobre 2019 ;

Vu le bilan de la mise à disposition du public du projet présenté devant le bureau délibératif de la Communauté d'agglomération Mont Saint Michel-Normandie, et joint en annexe de la présente délibération ;

Considérant que le projet de modification simplifiée du plan local d'urbanisme de la commune de Pontorson est prêt à être approuvé ;

Après en avoir délibéré, le Bureau communautaire, à l'unanimité :

- **TIRE** un bilan favorable de la mise à disposition de la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Pontorson, tel qu'il est présenté en annexe de la présente délibération ;
- **APPROUVE** la modification simplifiée n°1 du PLU de la Commune de Pontorson, telle qu'elle est annexée à la présente délibération ;
- **PROCÈDE** aux mesures de publicité définies articles R.153-20 et R153-21 du code de l'urbanisme ;
- **PRÉCISE** que la présente délibération sera exécutoire après la transmission du dossier au représentant de l'État et l'accomplissement des mesures de publicité et d'affichage édictées ci-dessus et dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du code général des collectivités territoriales ;
- **AUTORISE** Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Mont Saint Michel-Normandie à signer tous les actes afférents.

Acte rendu exécutoire après publication
par affichage le **06 NOV. 2019**
et transmission à la Sous-Préfecture
d'Avranches le **06 NOV. 2019**

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,
David NICOLAS

